

INPRECOR

Correspondance de presse internationale

SOMMAIRE

numéro 248
7 septembre 1987

HAITI

Un mouvement
de grève
sans précédent

COREE DU SUD

La classe
ouvrière
prend la relève

TURQUIE

A la veille
du referendum

POLOGNE

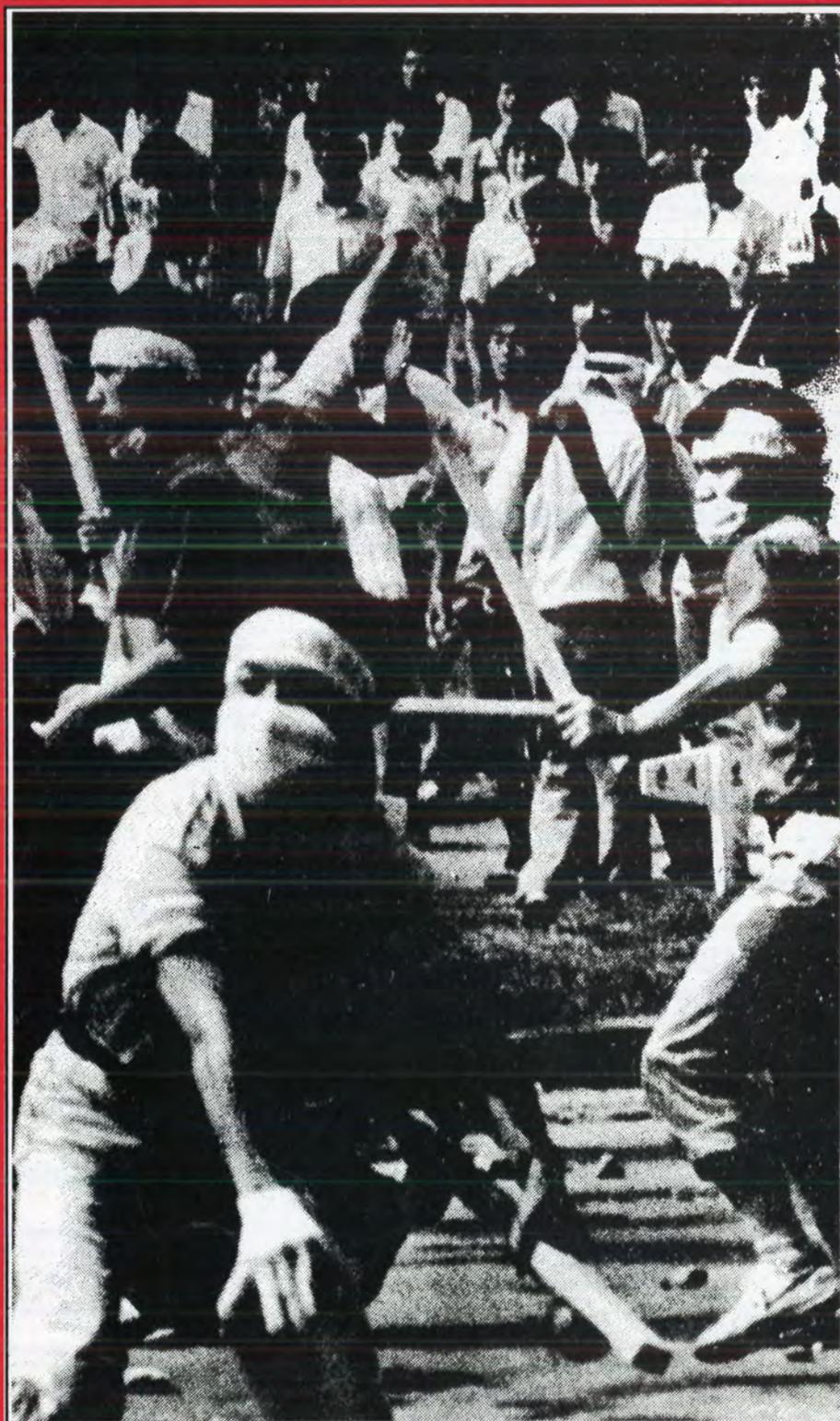
Une année
de débats au sein de

SOLIDARNOSC

AMERIQUE CENTRALE

Accord de paix :
Déclaration du FMLN

12 FF-85 FB-4 FS



INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Éditée par Presse-Édition-Communication (PEC).

Administration : 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516. Imprimé par Rotographie.

SOMMAIRE DU NUMERO 248 DU 7 SEPTEMBRE 1987

- 3 **COREE DU SUD**
La classe ouvrière prend la relève
David Cameron
- 8 **EN BREF...**
Les nôtres : Emile Van Ceulen ;
Jeunes : Quatrième camp international ;
Bolivie : grève des enseignants
- 9 **POLOGNE**
Une année de débats au sein de Solidarité
Cyril Smuga
- 17 **TURQUIE**
A la veille du référendum
Fuat Orgun
- 19 **HAITI**
Un mouvement de grève sans précédent
Andy Brock
- 23 **AMERIQUE CENTRALE**
Accord d'Esquipulas : Déclaration du FMLN

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.



Napoleon Duarte est un des signataires de l'accord conclu le 7 août dernier à Esquipulas (Guatemala). Lire en page 23 d'*Inprecor* la déclaration du FMLN.

Avec ce numéro de rentrée, la revue change de "look", nous espérons que cette modification vous plaira et n'hésitez pas à nous faire savoir vos remarques ou suggestions.

ABONNEMENT 25 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom.....

Numéro et Rue.....

Commune

Code postal..... Pays.....

Abonnement Réabonnement

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.
Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF.
Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF. Pli fermé : France : 375 FF.
Tous les autres pays
(par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

La classe ouvrière prend la relève

L'été 1987 a vu la Corée du Sud secouée par une vague de grèves sans précédent. Entre le 17 juillet et le 25 août, il y a eu 1 064 conflits du travail dont 613 étaient toujours en cours à cette dernière date (1). Tous les secteurs de l'économie ont été touchés, de l'automobile aux chantiers navals en passant par l'électronique, le textile, les mines, et les transports publics. Même les chauffeurs de taxis et les employés d'hôtels et de grands magasins se sont joints au mouvement. Les grèves touchent notamment les *chaebols*, ces grands conglomérats tentaculaires qui dominent l'économie sud-coréenne et qui s'appellent Hyundai, Daewoo, Lucky Goldstar, Samsung. (2)

David CAMERON

Les grèves de cet été ont souvent été massives, comme celle des 24 000 ouvriers des chantiers navals de Hyundai à Ulsan ou celle des 15 000 mineurs de charbon. Peut-être l'expression la plus spectaculaire de la force du mouvement a été la manifestation de 50 000 personnes à Ulsan, ville ouvrière qui ne compte que 250 000 habitants, le 18 août dernier. Les luttes ont été marquées par une forte combativité : occupations des entreprises et même des locaux de la direction, blocage des voies ferrées et occupations des gares, attaques contre les domiciles des cadres, refus de la tactique patronale du lock-out. Il est trop tôt pour faire un bilan détaillé des acquis de ces conflits. Mais ils se soldent en général par des augmentations de salaire significatives et surtout par la reconnaissance des syndicats indépendants et démocratiques. Par exemple, la direction du *chaebol* Hyundai a été contrainte de reconnaître une coordination de syndicats indépendants qui représentent la moitié de ses établissements. (3)

Les travailleurs sud-coréens s'engouffrent actuellement dans la brèche ouverte par la victoire du mouvement de masse de juin 1987, dont le fer de lance fut constitué par les étudiants mais auxquels se sont joints des dizaines de milliers de travailleurs et même des représentants des couches moyennes. Ce mouvement a obligé le régime de Chun Doo Hwan et son Parti démocratique pour la justice (DJP) (4) à reculer sérieusement, à accepter la revendication d'élections présidentielles directes et à faire une série de concessions qui ont ouvert un espace démocratique. D'ailleurs cet espace s'élargit. Les travailleurs sont en train d'imposer par la lutte le droit de

grève et la reconnaissance de leurs propres syndicats au travers des actions qui sont illégales au sens strict.

Aujourd'hui la Corée du Sud se trouve à un carrefour. Du côté de la bourgeoisie, le régime doit essayer de s'entendre avec l'opposition sur une réforme constitutionnelle, l'institutionnalisation d'une forme de démocratie bourgeoise et l'organisation d'élections présidentielles avant la fin 1987. Ce qui est tout sauf évident face aux pressions du mouvement ouvrier et populaire. A la fois le régime et l'opposition bourgeoise craignent avant tout une jonction entre les éléments les plus radicaux du mouvement étudiant et la force du mouvement ouvrier naissant.

LE DURCISSEMENT DE L'AUTOMNE 1986

Pour comprendre les bouleversements actuels de la société sud-coréenne, il faut revenir un peu en arrière. Après la première grande vague de mobilisations en faveur d'élections présidentielles directes au printemps 1986, le régime s'engageait timidement dans un processus de négociation avec le Nouveau parti démocratique de Corée (NKDP), à l'époque principal parti d'opposition. Du point de vue du DJP, le but de ces négociations était de trouver une solution de compromis sur la question d'une réforme démocratique, mais sans céder sur l'essentiel, le système de l'élection du président. Le DJP était en effet confiant dans sa capacité à gagner des élections législatives et surtout à pouvoir manipuler le collège électoral qui élit actuellement le président, grâce à ses multiples liens avec l'appareil d'Etat et sa meilleure implantation nationale, notamment dans les campagnes à travers l'agence du développe-

ment rural, *Saemaul Undong* dirigée par le propre frère du président Chun et qui a permis au régime de nouer un réseau clientéliste dans les 35 000 villages du pays. Il faut voir dans cette attitude du DJP non seulement la volonté de défendre ses intérêts de parti, motivation au demeurant tout à fait réelle, mais aussi une détermination de se donner des garanties solides que toute démocratisation du régime serait étroitement contrôlée d'en haut. C'est pour cela que le DJP défendait l'idée d'une réforme qui donnerait l'essentiel du pouvoir au premier ministre responsable devant le parlement.

"DEMOCRATISATION ET REPRESSION"

Du point de vue des masses, et aussi des principaux dirigeants de l'opposition, le contraire était aussi vrai : toute "démocratisation" sous le contrôle du DJP risquait de n'être que partielle et provisoire. Le système d'élection du président était le verrou qu'il fallait faire sauter pour conquérir un espace démocratique réel. C'est la relative intransigeance sur cette question des deux principaux dirigeants de l'opposition, Kim Dae Jung et Kim Young Sam, qui a provoqué le durcissement du régime à l'automne 1986. Ce durcissement avait un double aspect. D'abord, tout ce qui était à gauche du NKDP, tout ce qui représentait le mouvement populaire, n'avait plus droit d'exister. Cette politique s'est illustrée par la prise d'assaut du campus de Konkuk le 31 octobre 1986, par la condamnation à trois ans de prison de Moon Ik Hwan, président de la coalition des organisations populaires Mintongnyon (Mouvement populaire pour la démocratie et l'unification) et la dissolution de ce dernier, ainsi que par une offensive contre les embryons de mouvement syndical indépendant, faible mais dont l'existence avait été tolérée depuis 1984-85.

Le deuxième aspect de la politique répressive du régime consistait à faire suffisamment pression sur le NKDP pour que ce dernier cède sur l'essentiel, permettant une réforme électorale au consensus et l'élection d'un nouveau président avant les Jeux olympiques de Séoul en 1988, enjeu hautement symbolique qui devait consacrer la reconnaissance de la Corée du Sud par la communauté internationale. Englobée dans cette stratégie figurait l'idée qu'il fallait le cas échéant diviser le NKDP, par exemple entre le "modéré" Kim Young Sam et l'"extrémiste" Kim Dae Jung. Cette ligne fut appliquée jusqu'à l'explosion de juin

1) Chiffres du ministère du travail, Séoul, cités dans l'*International Herald Tribune*, 26 août 1987.

2) Voir notre article "Un miracle fragile" dans *Inprecor* numéro 228 du 20 octobre 1986.

3) *International Herald Tribune*, 20 août 1987.

4) Sur l'Eta-DJP, voir notre article "Durcissement du régime de Séoul", *Inprecor* numéro 321 du 1er décembre 1986.



Manifestation étudiante (DR)

1987 et semblait même porter des fruits à court terme. Pendant des mois, le régime appliquait sciemment la force de l'Etat contre l'opposition. La ligne dure contre le NKDP fut inaugurée de manière spectaculaire le 29 novembre 1986 quand le régime fit investir la ville de Séoul par 50 000 policiers afin d'empêcher la tenue d'un rassemblement du parti. Les deux Kim furent mis en résidence surveillée et, au prix de 2 000 interpellations, le rassemblement fut effectivement interdit. Avec le mouvement étudiant sur la défensive et le NKDP en butte à la répression, il ne semblait pas impossible que ce dernier soit ramené à la raison d'Etat.

Cette politique a pourtant échoué. La raison de fond en est que, malgré toute la force de l'Etat-DJP, le régime présidait les destinées d'un pays dont les structures économiques et sociales s'étaient profondément modifiées depuis 25 ans et même depuis l'arrivée au pouvoir de Chun Doo Hwan en 1980. Déjà au cours des deux inter-règnes, en 1960-61 entre la dictature de Syngman Rhee et celle de Park Chung Hee, et encore en 1979-1980 entre l'assassinat de ce dernier et la consolidation du pouvoir de Chun, le peuple sud-coréen avait montré sa volonté de lutter pour la démocratie. Surtout en 1979-1980, on assistait à des mobilisations de masse et une vague de grèves ouvrières. Sans oublier que le pouvoir de Chun fut

"consolidé" par l'écrasement dans le sang de l'insurrection de la ville de Kwangju en mai 1980. Malgré la violence de cette répression contre le mouvement populaire celui-ci commençait déjà à relever la tête en 1983-84. En effet, les modifications de la société sud-coréenne - croissance de la classe ouvrière, apparition de couches moyennes urbaines, expansion de la jeunesse scolarisée - rendait de plus en plus difficile le maintien d'un pouvoir dictatorial sur la société. Preuve en est l'étendue de la répression. Sous le régime de Park, de 1961 à 1979, 750 personnes avaient été condamnées pour des raisons politiques ; en sept ans du régime de Chun, 7 000 ont été détenues (5).

Il existait dans la société une volonté profonde de lutter sur des questions démocratiques - contre la censure dans la presse et l'édition, contre la torture et l'arbitraire policier, pour la libération des prisonniers politiques, pour le droit de se réunir et s'organiser librement, et surtout pour le droit de choisir ses représentants dans des élections non truquées. Ces revendications faisaient un large consensus dans la société. Pour les couches moyennes il s'agissait d'ajouter à la prospérité matérielle des droits démocratiques. Pour les travailleurs qui se sentaient exclus des bienfaits de la croissance, la perspective était plutôt de se donner les moyens de faire valoir leurs intérêts. Une partie au moins des étudiants voulait avoir le droit de poser les véritables problèmes de la société sud-coréenne. Mais au-delà de motivations différentes c'est l'existence de cette lame de fond dans la société qui a permis au NKDP de résister aux pressions du régime, qui lui a même fait comprendre qu'il fallait résister, que la situation du pays exigeait des mesures audacieuses pour redonner une légitimité au pouvoir d'Etat (6).

La situation a commencé à se retourner en faveur de l'opposition en janvier 1986, après la mort dans un commissariat de Séoul de l'étudiant Park Chong Chol. Ce n'était sans doute pas la première fois qu'un opposant du régime avait été assassiné, mais grâce à une presse courageuse, c'était la première fois que le régime fut

obligé de le reconnaître et d'accepter les démissions du ministre de l'Intérieur et du chef de la police de Séoul. Cela n'a pas empêché la répression violente des obsèques de Park Chong Chol le 7 février, mais l'affaire a continué à affaiblir le gouvernement. A la suite de nouvelles révélations sur la mort de Park et les tentatives d'en cacher les responsabilités, le 26 mai, à la veille de l'explosion de juin 1987, c'était le premier ministre Lho Shin Yong qui a dû démissionner, avec le chef de la police nationale, le directeur de la CIA coréenne et six autres hauts responsables du gouvernement.

LE REGIME S'ENFONCE DANS UNE IMPASSE

Le printemps 1986 fut marqué par une agitation anti-gouvernementale persistante que le régime n'arrivait jamais à étouffer complètement. Dans ce contexte, le régime a réussi d'une certaine manière à diviser le NKDP. Mais au lieu d'isoler les éléments les plus radicaux, Chun a réussi le tour de force d'isoler les modérés. Face à l'initiative du président du NKDP, Lee Min Woo qui voulait proposer au gouvernement un compromis qui aurait cédé précisément sur la question de l'élection du président, les deux Kim ont maintenu une attitude d'intransigeance. Les tensions ainsi déclenchées ont mené le NKDP à la scission. Le 8 avril, les deux Kim ont annoncé leur rupture avec le parti et la création d'une nouvelle formation, le Parti démocratique pour la réunification (RDP) que devaient rejoindre environ 70 des 90 députés du NKDP et 90% de ses sections locales.

C'est en réaction à cette scission du NKDP, qui mettait fin effectivement à toute possibilité de compromis avec l'opposition, que Chun Doo Hwan annonçait le 13 avril la rupture définitive des négociations avec l'opposition et que les élections présidentielles de fin 1987 auraient lieu suivant le système du collège électoral. A partir de ce moment-là les ponts furent rompus et le régime était sur une route d'affrontement avec le mouvement de masse et toute l'opposition, modérés, radicaux, tous confondus. Cette perspective provoquait tout de suite l'inquiétude de Washington. Le 18 avril, Chun se trouvait obligé de lever l'interdiction qu'il avait mis à un entretien entre Kim Dae Jung et Stephen Solarz, président de la commission de la Chambre des représentants pour les affaires d'Asie et du Pacifique, entretien qui a fini par avoir lieu.

Tandis que la tension montait vers l'explosion de juin 1987, le régime, tout en réprimant, donnait l'impression

5) *Far Eastern Economic Review*, 19 février 1987.

6) Voir les citations des deux Kim dans *Inprecor* numéro 321.

d'hésiter, alors que l'opposition se faisait de plus en plus offensive. Le régime entamait des poursuites sous des prétextes divers contre des députés qui avaient suivi les deux Kim pour créer le RDP et envoyait des bandes de nervis contre les premières réunions publiques du nouveau parti. Il faisait pression pour que le RDP ait du mal à trouver une salle pour son congrès de lancement, sans aller jusqu'à l'interdire. Quand le congrès a eu lieu, le 1er mai, le "modéré" Kim Young Sam a fait un discours comparant le système électoral présidentiel à celui de Corée du Nord et les Jeux olympiques de Séoul à ceux tenus à Berlin en 1936. (7) La pression s'accroissait sur le gouvernement. L'Eglise catholique en la personne du Cardinal Stephen Kim Sou Hwan prit position contre lui. Des affrontements eurent lieu entre la police et les étudiants à Séoul les 13 et 14 mai, ainsi que dans une série de villes, notamment Kwangju, le 18 mai au moment du septième anniversaire du massacre de 1980. L'opposition, le RDP et d'autres forces, notamment des organisations religieuses et étudiantes, se regroupait dans la nouvelle coalition pour une Constitution démocratique (NCDC). Le remaniement gouvernemental du 26 mai provoqué par les suites de l'affaire Park Chong Chol venait à ce moment-là souligner les faiblesses du régime.

Dans cette situation, le 10 juin, date de

ployé des dizaines de milliers de policiers anti-émeutes à Séoul et en province. Mais cette fois-ci l'appareil de répression n'a pas été suffisant. Le 10 juin a vu des affrontements massifs avec 25 000 étudiants dans les rues de Séoul que les forces répressives du régime n'arrivaient pas à maîtriser. Les jours suivants, les manifestations et les affrontements sont partis de la capitale pour embraser toutes les grandes villes du pays. Les mobilisations de masse atteignaient rapidement un tel niveau que le régime se trouvait devant un choix : soit faire des concessions et essayer de s'entendre avec l'opposition bourgeoise, soit proclamer la loi martiale et envoyer l'armée restaurer l'ordre.

Il semble que cette dernière solution ait été sérieusement envisagée entre le 19 et 21 juin. Le 19, le premier ministre, Lee Han Key avait parlé d'une "solution extraordinaire" (8), mais les risques étaient évidents pour tous. Comme l'a dit Kim Dae Jung "les militaires sont moins susceptibles d'intervenir parce que la structure sociale s'est modifiée à un tel point que le peuple n'acceptera pas une telle situation" (9) Tel était aussi le point de vue qui a prévalu au sein de la direction du DJP et même, dit-on, de l'armée. L'envoyé spécial de Washington, Gaston Sigur a fait comprendre dans une interview à la télévision américaine que "Washington ne veut pas voir les militaires se mêler des troubles

alors que les manifestations devenaient encore plus massives. Une consultation inhabituelle des députés du DJP a eu lieu le 21, le tête-à-tête historique entre Chun et Kim Young Sam le 24, et le 29 juin Roh Tae Woo faisait sa célèbre déclaration acceptant des élections présidentielles directes. Parmi les autres points de sa déclaration figuraient la restauration des droits civiques de Kim Dae Jung, la libération de prisonniers politiques, l'extension des droits démocratiques, la liberté de la presse, la création de municipalités élues. Roh précisait "cela ne signifie pas un changement de ma conviction qu'un système parlementaire de type cabinet est la forme de gouvernement la mieux adaptée pour que la démocratie s'enracine dans ce pays" (12). Mais la volte-face était évidente pour tout le monde. Et deux jours plus tard Chun lui-même devait appuyer les déclarations de son dauphin.

Evidemment l'élection directe ou indirecte d'un président n'est pas en soi une question fondamentale. Ce qui est essentiel c'est que la démocratisation du régime n'est pas intervenue de manière contrôlée à travers d'un consensus entre le gouvernement et l'opposition, même un consensus imposé, mais par l'intervention du mouvement de masse. Ce sont les masses qui ont obligé le gouvernement à reculer, ce qui sera important pour la suite. D'abord, il sera moins facile de retirer les concessions accordées et le gouvernement aura moins de marge de manœuvres. Ensuite, le mouvement de masse sera plus disposé à se servir des droits accordés et même d'en conquérir de nouveaux. C'est en effet ce qui se passe actuellement avec la vague des grèves.

L'EPREUVE DE FORCE

Dans la nouvelle situation créée par la démocratisation, deux problèmes non résolus se posent, qui pourraient d'ailleurs peser sur le déroulement des réformes constitutionnelles et la tenue des élections présidentielles. Ces problèmes sont celui des grèves et du développement du mouvement ouvrier et celui des prisonniers politiques. Derrière le premier se pose la question pour la bourgeoisie sud-coréenne de comment trouver un moyen autre que la répression pour traiter avec la nouvelle et puissante classe ouvrière, produit et artisan du "miracle" économique, maintenant que cette dernière commence à se structurer syndicalement et à lutter pour ses revendications. Derrière le deuxième problème se pose la question des limites de la démocratisation et de l'exclusion de ceux qui ne



Les grèves ouvrières ont pris le relais (DR)

la conférence spéciale qui allait nommer Roh Tae Woo, dauphin de Chun, comme candidat présidentiel du DJP, a pris le caractère d'un rendez-vous entre les forces opposées. Le NCDC appelait à des manifestations contre l'assassinat de Park Chong Chol et pour une réforme démocratique. Les affrontements ont commencé la veille. La police a interpellé 3 000 personnes, mis 140 dirigeants de l'opposition en résidence surveillée et dé-

(...) L'instauration de la loi martiale ne serait pas une méthode appropriée" (10) Le sénateur Edward Kennedy a été encore plus explicite : "La patience vis-à-vis de la Corée du Sud est en train de s'épuiser. Le temps est venu pour une transition de la dictature vers la démocratie." (11) Quant au président du Comité olympique américain, il a fait savoir que son pays pourrait se retirer des Jeux olympiques de Séoul.

Le régime a donc commencé à reculer,

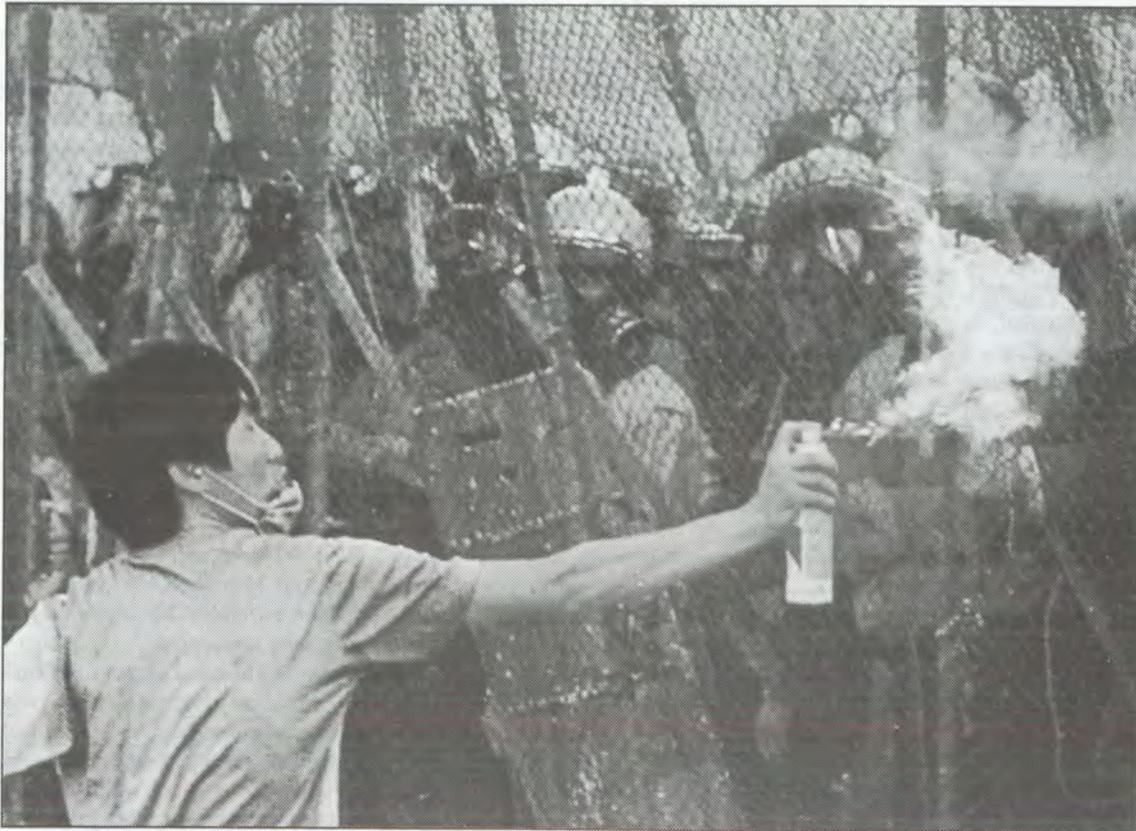
7) Discours rapporté dans la *Far Eastern Economic Review*, 14 mai 1987.

9) Idem.

10) Cité dans *Libération*, 22 juin 1987.

11) *Le Monde*, 20 juin 1987

12) *Far Eastern Economic Review*, 9 juillet 1987.



Isoler les "gauchistes"... (DR)

remettent pas simplement en cause la dictature ou les pires manifestations d'un capitalisme sauvage, mais qui posent les problèmes du système économique et social, de la domination de la Corée du Sud par les Etats-Unis et le Japon et de la réunification du pays. Il s'agit largement mais pas uniquement de courants qui viennent du mouvement étudiant.

LA SITUATION DE LA CLASSE OUVRIERE

Les principales revendications des grèves qui sont en train de secouer le pays traitent des salaires et du droit d'organiser des syndicats indépendants. En ce qui concerne les salaires, il ne faut pas oublier à quel point le "miracle" sud-coréen a été réalisé au prix de salaires de misère et de conditions de travail épouvantables. Il n'existe, par exemple, pas de salaire minimum en Corée du Sud et de nombreuses études font état de la situation dramatique des salariés. Pour ne prendre qu'un seul exemple, d'après les statistiques de l'Institut chrétien pour la justice et le développement de février 1987, 13,2% des ouvriers et 63,9% des ouvrières reçoivent des salaires inférieurs au minimum vital établi par la Fédération des syndicats coréens (FKTU), syndicat d'ailleurs pro-patronal. D'après la même étude en 1983, 57% de l'ensemble des salariés disposaient d'un revenu suffisant (contre 53% en 1981 mais 75% en 1970). Ajoutons que le salaire moyen pour une travailleuse (6,5 millions sur une force de travail de 16,1 millions) est de 1,07 dollars par heure contre 2,26 pour les hommes.

Quant aux heures de travail, avec une semaine de travail de 54,4 heures en 1984 les travailleurs sud-coréens ont les plus longues heures de travail du monde. (13)

Détailler ces faits sur l'exploitation des travailleurs sud-coréens ne doit pas mener à des conclusions simplistes sur l'incapacité absolue de l'économie sud-coréenne à accorder des augmentations de salaires et des améliorations des conditions. Il est certain que des avancées des travailleurs dans ces domaines poseraient des problèmes pour le patronat, notamment dans certains secteurs frappés par la crise, comme les chantiers navals ou à forte main-d'œuvre, comme le textile ; et surtout les petites et moyennes entreprises et le "secteur informel" qui embauchent souvent des journaliers et des travailleurs à temps partiel, notamment des femmes. Mais les secteurs de pointe de l'économie peuvent s'avérer capables d'accorder des augmentations qui pourraient même avoir des effets bénéfiques dans le renforcement du marché intérieur et pousser à une amélioration de la productivité, fut-elle au prix d'une augmentation du chômage. Et beaucoup dépend du rythme et de l'ampleur des modifications du coût de la main-d'œuvre.

En ce qui concerne la situation des syndicats, la principale organisation, le FKTU, fut établie par la dictature de Park Chung Hee dans les années soixante, pour "travailler dans l'intérêt de la sécurité nationale en éliminant tout élément pro-communiste (...) et établir un système de syndicalisme industriel unifié afin de surmonter le désordre organisationnel et d'empêcher des conflits du travail incontrôlés" (14). Le FKTU a aujourd'hui en-

viron 1 million d'adhérents. Même cette fédération à la solde du régime a dû être normalisée après les grèves de 1979-80. Suite à l'établissement de la dictature de Chun en 1980, une centaine de sections locales du FKTU furent dissoutes, 191 permanents licenciés et une vingtaine envoyés au camp (15). Une loi du travail révisée limitait l'organisation syndicale au niveau de l'entreprise et interdisait des syndicats dans des entreprises de moins de 30 salariés, excluant ainsi notamment une bonne partie de la branche du textile, secteur traditionnellement combatif. (16)

Depuis le mois de juillet se développe un modeste courant d'opposition au sein du FKTU, regroupant 50 des 2 300 syndicats d'entreprises (17). Mais il semble que pour l'essentiel, les travailleurs sud-coréens rejettent en bloc cette organisation pour créer des nouveaux syndicats. Déjà au début des années 80, une série de syndicats indépendants, bien que très minoritaires, se sont créés et arrivaient à se maintenir, souvent avec l'aide des Missions industrielles urbaines, structures protestantes assez politisées. Mais ces syndicats ont été frappés par le durcissement du régime à l'automne 1986, 14 d'entre eux étant dissouts, dont le plus important fut le Mouvement syndical unifié de Séoul (SLMU). Quinze militants du SLMU furent poursuivis en septembre 1986 pour avoir créé une organisation "anti-Etat" dont les activités "servaient les intérêts de la Corée du Nord" (18). Mais depuis le début juillet, de nombreux syndicats indépendants ont été établis dont une cinquantaine ont été reconnus par le ministère du Travail au cours du mois de juillet. De nouvelles structures syndicales se mettent en place quotidiennement au rythme du développement des grèves, lequel s'est accéléré depuis le début août. Autre développement important, le système très répandu de "listes noires" de militants ouvriers com-

13) Chiffres pris dans *Le Monde* du 12 août 1987 et de la *Far Eastern Economic Review*, 27 août 1987.

14) Cité dans *International Labor Reports*, numéro 7, Janvier-février 1985.

15) *Far Eastern Economic Review*, 27 août 1987.

16) *International Labor Reports*, numéro 17, septembre-octobre 1986.

17) *Far Eastern Economic Review*, 27 août 1987.

18) *International Labor Reports* numéro 19, janvier-février 1987.

batifs est en train de s'effondrer et les grévistes exigent souvent la réintégration de militants licenciés. La structuration d'un nouveau mouvement syndical n'est qu'à ses débuts, mais le processus est bien enclenché.

LES LIMITES DE LA "DEMOCRATISATION"

La question des prisonniers politiques est potentiellement une bombe à retardement pour les perspectives d'instauration d'un ordre "démocratique" stable en Corée du Sud. Il faut souligner d'abord une chose qui fait l'unanimité entre le gouvernement, les deux Kim, et les Eglises, à savoir l'exclusion des communistes du cadre démocratique. Par exemple, le Conseil national des églises de Corée (NCKK) qui a mené une action opiniâtre sur la question des prisonniers politiques depuis des années, défend la position que seuls les détenus qui avouent librement leurs convictions communistes doivent rester en prison. Cette position est partagée par Kim Dae Jung, qui ajoute : "un vrai communiste ne dira jamais qu'il n'est pas communiste". Malgré cette unanimité sur l'exclusion des "vrais communistes", des problèmes subsistent entre cette dernière et le gouvernement sur le maintien en prison de plus de 200 détenus condamnés sous des lois anti-communistes mais dont la plupart protestent leur innocence. Un conflit autour de ces prisonniers pourrait créer des problèmes pour les relations entre le gouvernement et le RDP. D'ailleurs, ni les arrestations ni les condamnations se sont arrêtées avec l'annonce de la "démocratisation". Le 25 août, six militants étudiants ont été détenus, dont Woo Sang Ho, président du conseil étudiant de l'Université de Yonsei. Ce dernier risque d'être inculpé de "diffamation de l'Etat", ce qui lui ferait courir une lourde peine de prison.

Seule la frange la plus radicale du mouvement étudiant exige la libération de tous les prisonniers politiques sans exception. Le 12 août a vu des affrontements entre la police et 1 500 étudiants manifestant sur cette question au centre le Séoul. L'extrême-gauche étudiante agit sur d'autres questions aussi. Le 15 août un cortège de 3 000 étudiants s'est formé à la fin d'un meeting de l'opposition à l'occasion de l'anniversaire de la fin de l'occupation japonaise en 1945 pour manifester contre la présence américaine. Mais il s'agit surtout aujourd'hui, de créer des liens avec le mouvement ouvrier.

Il est difficile de cerner précisément l'évolution des principaux courants d'extrême-gauche qui se sont manifestés en 1986 au moment des émeutes d'Inchon en mai et de la bataille du campus de Konkuk en octobre. (19) Le Chamintoo (Comité de lutte étudiant autonome pour la démocratisation contre les Etats-Unis et le fascisme)

semble avoir prôné un moment un soutien critique au RDP au nom de la lutte prioritaire contre la domination US, mais être revenu sur cette position. Aujourd'hui cette organisation se serait auto-dissoute et a participé à la création d'une organisation large, l'Association des universités de Séoul (Sodaehyop). Au cours d'une conférence de presse pour des correspondants étrangers, les dirigeants de Sodaehyop se sont différenciés des deux Kim, se déclarant pour "la démocratie, l'unification et l'indépendance", parlant prudemment de la Corée du Nord de manière positive, et discutant la guerre de Corée. Ils ont déclaré en conclusion : "Nous croyons que la Corée du Nord veut une réunification pacifique et que si les troupes US se retirent nous avons la capacité de résoudre ce problème". (20)

Quant à l'autre organisation principale, le Minmintoo (Comité de lutte national-démocratique contre l'impérialisme et le fascisme), dont les dirigeants restent dans la clandestinité, elle se bat pour la convocation d'une assemblée constituante populaire, pour un gouvernement révolutionnaire provisoire, la journée de huit heures, une réforme agraire radicale et une série de droits démocratiques. Le 20 juillet, 12 militants étudiants, inculpés d'avoir essayé de renverser le gouvernement et établir une assemblée populaire révolutionnaire qui rédigerait une nouvelle constitution, ont été condamnés à des peines de prison allant de 17 mois à 7 ans. (21)

La masse du mouvement étudiant est démobilisée pour l'instant, en attendant la reprise des cours en septembre. On peut s'attendre à ce que les étudiants profitent de l'élargissement de l'espace démocratique pour agir plus librement, et que le processus de politisation engagé s'approfondisse. Mais déjà la rentrée se prépare. Le 19 août, plusieurs milliers de militants venus de 95 universités (le pays en compte 103) se sont réunis à l'Université de Chungnam à Taejon pour créer une nouvelle fédération étudiante nationale. Par la suite, les étudiants ont manifesté leur soutien aux chauffeurs de taxi de Taejon en grève en lançant des mots d'ordre en faveur des syndicats indépendants, démocratiques et se sont affrontés aux policiers. (22) Et de manière très significative, le 23 août, lendemain de l'assassinat du gréviste Lee Sok Gyu aux chantiers navals de Daenoo sur l'île de Roje, a eu lieu la première manifestation commune entre ouvriers et étudiants, sur le campus de Yonsei à Séoul, qui a tourné en affrontement avec la police anti-émeute.

Aujourd'hui le régime de Chun Doo Hwan se trouve face à un mouvement ouvrier indépendant en voie de formation, une société qui a conquis un espace démocratique et la perspective d'une élection qu'il pourrait très bien perdre. Encore une fois, il hésite entre la répression et les

concessions, ou plutôt il essaie de concilier les deux. Roh Tae Woo a pu déclarer à la mi-août : "Dans le passé, le gouvernement a mis l'accent sur la croissance au détriment des dépenses en faveur des travailleurs. Maintenant, nous avons atteint le point où nous devrions appuyer la demande des travailleurs pour des salaires plus élevés". (23) Mais dix jours plus tard, le même Roh Tae Woo déclare : "On ne peut pas nier que certaines personnes sont inquiètes qu'une recrudescence de l'agitation sur le campus de la part de militants gauchistes radicaux, liée aux conflits de travail qui continuent, pourrait conduire à une situation chaotique, portant atteinte de manière irréparable au calendrier politique (...) Maintenant, on dit que même certains hauts responsables du gouvernement et du parti sont sceptiques quant aux possibilités que les élections prévues auront effectivement lieu (...) Si se déclenchaient des désordres importants et si c'était voulu par tous les citoyens, alors la mobilisation des militaires pourraient s'envisager" (24).

ET MAINTENANT ?

D'un côté des déclarations conciliantes, de l'autre des menaces de report des élections et même d'une intervention militaire, deux mesures dont les conséquences pourraient être incalculables. Il y a là sans doute une certaine incohérence, mais aussi peut-être l'amorce d'une vieille démarche remise à jour : isoler et réprimer les éléments les plus radicaux (déjà la police nationale mène une véritable chasse aux "gauchistes") tout en essayant d'intégrer les masses et les directions "responsables". Chun Doo Hwan n'a-t-il pas déclaré : "Chaque citoyen doit surveiller les gauchistes qui (...) se cachent derrière la bannière de la démocratisation". (25)

Reste à voir si le régime arriverait à séparer le bon grain de l'ivraie cette fois-ci. Rien n'est moins sûr. En ce moment, les funérailles du gréviste assassiné deviennent un enjeu politique. Le NCDC, regroupement large des forces de l'opposition appelle à une grève générale et des rassemblements partout dans le pays ce jour-là. Les jours, les semaines et les mois qui viennent risquent d'être difficiles pour le régime de Séoul. La classe ouvrière sud-coréenne est loin d'avoir dit son dernier mot. ■

26 août 1987

19) Voir *Inprecor* numéro 231.

20) *Far Eastern Economic review*, 6 août 1987.

21) *Far Eastern Economic review*, 9 juillet et 6 août 1987.

22) *Le Monde*, 21 août 1987 ; *International Herald Tribune*, 20 août 1987

23) *Le Monde*, 15 août 1987.

24) *International Herald Tribune*, 26 août 1987.

25) *Libération*, 22 et 23 août 1987.

EN BREF...



JEUNES

Quatrième camp international

Le quatrième camp d'été des organisations de jeunesse en solidarité politique avec la Quatrième internationale s'est tenu en juillet dernier à La Verna en Italie, en pleine montagne, à soixante kilomètres de Florence.

Ce camp était un test après les mobilisations étudiantes et lycéennes de 1986 et 1987 en France, en Italie et en Espagne, et ce sont près de 800 jeunes qui ont participé, dont un bon nombre n'étaient pas membres des organisations de jeunesse existantes.

Ce quatrième camp a donc été l'occasion de regrouper des jeunes qui avaient fait leur première expérience politique au cours de ces derniers mois et qui envisageaient maintenant de militer sur leur milieu, dans leur faculté ou leur lycée.

Le camp durait une semaine et son programme politique comportait aussi bien des forums où s'échangeaient les expériences dans les luttes récentes que des commissions où l'on attachait plus d'importance à l'information ou la formation politique.

La révolution sud-africaine fut l'un de ces thèmes, en présence du représentant en Italie du Congrès national africain (ANC), tout comme l'Amérique centrale avec des représentants de la Jeunesse sandiniste et du FMLN salvadorien. Une commission sur le Moyen-Orient s'est tenue avec des militants palestiniens des territoires occupés etc.

Une grande place avait été donnée aux questions de l'oppression et des luttes des femmes.

Une matinée a été consacrée aux problèmes de la sexualité et du SIDA, un sujet qui touche particulièrement la jeunesse compte tenu des campagnes menées par certains gouvernements en faveur de l'ordre moral.

Ce camp était aussi un défi, notamment pour l'organisation italienne puisqu'il avait fallu construire l'ensemble des instal-

lations sur un vaste terrain à flanc de montagne sans l'existence de la moindre infrastructure préalable. Ce pari a été réussi et l'ensemble des participants a pu bénéficier d'un cadre exceptionnel en plein cœur de la Toscane. L'organisation italienne Rivoluzione, qui recevait cette année, comptait parmi les plus importantes délégations avec près de 200 jeunes et la réussite du camp devrait permettre un renforcement notable de cette organisation. ■

BOLIVIE

Grève des enseignants

Après les travailleurs du pétrole, qui ont obtenu satisfaction, les enseignants viennent d'entamer un mouvement de grève pour des augmentations de salaires.

Le 3 août, 60 000 enseignants du secteur public, sont descendus dans la rue dans l'ensemble du pays et ont entamé une grève nationale illimitée pour exiger des salaires plus élevés, se joignant ainsi à ceux qui, à La Paz, Oruro et Potosi - les villes les plus importantes - étaient en grève sur les mêmes revendications depuis près d'un mois.

Le 14 août, deux paysans ont été tués par l'armée alors qu'il dressaient des barages sur une route en soutien aux enseignants, un instituteur est mort après avoir reçu une grenade lacrymogène.

De crainte d'une extension du mouvement, le Congrès et l'Eglise sont intervenus pour demander au gouvernement de résoudre le conflit. Traditionnellement, les enseignants font partie des secteurs les plus radicaux du mouvement ouvrier. En 1964, c'est une longue grève d'enseignants qui avaient provoqué un grand mouvement social provoquant la chute du gouvernement de Victor Paz Estenssoro.

L'actuel gouvernement de Paz Estenssoro est décidé à ne pas céder sur les augmentations de salaires car il craint qu'après les ouvriers du pétrole - qui font également partie du secteur public - les revendications ne fassent boule de neige et tou-

chent d'autres catégories de travailleurs.

C'est pourquoi il essaie de désarmer le mouvement en venant de proposer la création d'un nouvel impôt sur les hauts revenus et de l'ouverture de négociations avec les enseignants pour fixer les salaires de 1988. ■

LES NOTRES

Emile Van Ceulen (1916-1987)

Notre camarade belge Emile Van Ceulen, âgé de 71 ans est mort le 28 juillet dernier. Avec disparaît l'un de nos plus anciens militants, qui a joué un rôle très important dans l'histoire du Parti ouvrier socialiste, la section belge de la Quatrième internationale.

Depuis 1934, moment de son adhésion au mouvement trotskyste et jusqu'à sa mort, Emile Van Ceulen s'est battu pour les idéaux qui donnaient un sens à sa vie : la lutte contre l'exploitation et l'oppression sous toutes leurs formes, la lutte pour la révolution socialiste à l'échelle mondiale.

Emile Van Ceulen appartenait à une génération qui s'est engagée dans la voie révolutionnaire après avoir pris conscience de la menace du fascisme et des conséquences de la crise économique du capitalisme, et sous l'influence de la révolution d'Octobre. C'est après la montée d'Hitler au pouvoir, quand l'Autriche "tombe" à son tour en 1934, qu'Emile Van Ceulen s'engage dans la vie militante. A cette époque, peu nombreux étaient ceux qui, dans la gauche, se rendaient compte de l'inquiétante évolution de l'Union soviétique, la "patrie du socialisme". Notre camarade appartenait à cette couche de militants ouvriers conscients, écœurés par la social-démocratie, mais refusant de suivre aveuglément le PC. Il devient alors membre de l'opposition de gauche.

De 1944 à 1971, Emile tint entre les mains le fil parfois très ténu de la section belge. Autour de lui se formera dans la Jeune garde socialiste, (organisation de jeunesse du Parti socialiste belge) une aile gauche qui, en 1954, gagna la majorité contre la droite social-démocrate.

La formation de la Ligue révolutionnaire des travailleurs après la vague de radicalisation de la jeunesse des années 1967-1968, qui prendra ensuite le nom de Parti ouvrier socialiste, verra la fusion de trois générations de militants révolutionnaires, de travailleurs et d'étudiants d'origine socialiste ou chrétienne.

Ainsi était assurée la continuité militante qui était une "obsession" d'Emile Van Ceulen et si le POS existe et vit aujourd'hui, cela est dû pour une bonne part qu'au rôle qu'il joua. ■

Une année de débats au sein de Solidarité

SEPT ANS après sa naissance à la suite du plus formidable mouvement de grève et d'auto-organisation ouvrière que la Pologne ait connu, cinq ans et demi après sa dissolution, le mouvement social et le syndicat Solidarité sont aujourd'hui traversés par une profonde crise d'identité.

Les divisions apparues publiquement au sein des équipes dirigeantes du mouvement depuis septembre 1986 - date à laquelle fut libérée la plupart des prisonniers politiques - comme les réorientations dont témoignent les documents rendus publics récemment, en sont les signes les plus voyants.

Au cœur de ces débats figurent la débâcle économique que connaît le pays et les moyens d'y remédier, de sortir de cette crise qui a fait dégringoler le niveau de vie de la population. Conséquence de cette situation économique, des milliers de gens quittent chaque année la Pologne pour tenter leur chance dans les pays d'Europe de l'Ouest où, bien souvent, il vont grossir les rangs des travailleurs "au noir", les Etats concernés étant peu enclins à accueillir à bras ouverts cette vague de "réfugiés économiques".

Cyril SMUGA

Cette libération de la grande majorité des prisonniers politiques en septembre 1986 et le changement des formes de répression des activités indépendantes ont fait naître au sein de l'opposition polonaise et en particulier au sein des cercles des dirigeants historiques de Solidarité, l'espoir d'une "ouverture" politique du régime. Répondant immédiatement à cette "libéralisation", certains anciens dirigeants du syndicat clandestin parmi les plus prestigieux ont fondé, avec l'aval de Lech Walesa, un Conseil provisoire de Solidarité (TRS), sensé jouer le rôle d'une direction publique du syndicat dissout.

Dans le même temps, la direction régionale clandestine de Solidarité de Varsovie (RKW) décidait de continuer ses activités publiquement et, à la suite de cette décision, dans plusieurs régions apparaissaient des directions régionales publiques du syndicat. Cependant, la direction nationale clandestine de Solidarité (TKK) avait pour sa part annoncé dans un communiqué contresigné par Lech Walesa, son maintien dans la clandestinité, bien que deux de ses principaux dirigeants - Jan Andrzej Gorny et Marek Muszynski - se voyaient remercier pour leur action et que la TKK perdait ainsi ses derniers "vrais clandestins" (c'est-à-dire apparaissant sous leur véritable identité). Enfin la direction régionale du syndicat de Basse-Silésie -

une région où Solidarité avait réussi à reconstruire un tissu organisationnel particulièrement solide dans la clandestinité - annonçait, qu'elle ne voyait pas quant à elle, l'intérêt de faire apparaître une direction régionale agissant à visage découvert (1).

TENSIONS ET RECLASSEMENTS

A la suite de ces événements, un débat intense s'est ouvert au sein de la presse clandestine, débat qui fait apparaître des tensions et des reclassements politiques au sein du mouvement Solidarité. Les questions d'orientation de l'opposition polonaise sont bien évidemment au centre de ce débat. Mais, ce qui est nouveau, du moins à une telle échelle, de vives tensions organisationnelles apparaissent dans Solidarité entre les structures dirigeantes publiques et clandestines, comme en leur sein.

Cette situation a inspiré à Julia Laseczka, rédactrice du journal varsovien "KOS", ce commentaire désabusé : "Ce ne sont plus les opinions, mais savoir qui en est l'auteur, qui commence à décider de leur acceptation ou de leur rejet. On sent de plus en plus dans les divergences de positions sur une question donnée, les signes d'intrigues personnelles compliquées. (...) Les rivalités d'ambition commencent à déterminer non seulement les relations entre les divers groupes, structures, milieux, régions et villes, mais de plus, elles

s'introduisent aussi dans les relations entre individus faisant partie d'un même groupe. (...) Le renforcement des actions policières peut s'avérer inutile pour clore la période de six années de construction de la société indépendante. Peut-être mettrons-nous fin à cette période tout seuls" (2).

AFFAIBLISSEMENT DE SOLIDARITE

L'affaiblissement généralisé de Solidarité, et tout particulièrement de ses structures d'entreprise, constitue la toile de fond de tous ces débats. "Il n'y a plus de commissions syndicales clandestines d'entreprises" - écrit un rédacteur du principal journal oppositionnel de Varsovie "Tygodnik Mazowse" (3). Dans un autre journal varsovien, "Wola", Jan Szymanski parle d'une "nation, dans laquelle l'espoir est mort" et considère que Solidarité mène "après sa mort, une vie symbolique" (4). Tomasz Litwin, l'un des principaux animateurs du Comité de coordination inter-entreprises de Varsovie (MKK), écrit pour sa part "Peut-être Solidarité n'a-t-il plus aucun atout, peut-être le jeu - dont l'enjeu est la forme de la vie publique en Pologne - se joue-t-il en partie en dehors de lui. Peut-être que le silence n'est pas signe de réflexion et de préparation mais d'impuissance..." (5).

Si la presse et l'édition clandestines restent un des fleurons du mouvement avec, selon certaines estimations, près de 1 000 titres réguliers, sa diffusion connaît également des problèmes. Une des diffuseuses raconte : "En 1984, je diffusais jusqu'à 100 exemplaires de chaque titre ; aujourd'hui, en restant dans le même milieu, je n'arrive à vendre que 10 exemplaires et encore seulement les titres les plus intéressants. (...) La diffusion indépendante cesse de jouer son rôle de lien et de mobiliser les gens, au contraire, elle les décourage de l'opposition" (6).

Dawid Warszawski, éditorialiste connu du journal clandestin "KOS" constate : "Solidarité n'est pas parvenu à demeurer un facteur important contribuant à définir la situation dans le pays, mais, malgré ses prétentions, le pouvoir n'est pas parvenu à l'éliminer de la scène politique polonaise" (7). Un autre journaliste de "KOS", dans un article où il écrit "J'ai essayé d'être un journaliste qui a écouté ce que les gens disent de leur propre mouvement, celui qu'ils ont créé et qui sans eux n'existerait tout simplement pas", dresse un tableau sombre de Solidarité : "Les

- 1) Cf. "Inprecor" numéro 229 et numéro 233.
- 2) "KOS" numéro 5/113 du 9 mars 1987.
- 3) FF, *Elephantiasis*, "Tygodnik Mazowse" numéro 199 du 18 février 1987.
- 4) "Wola" numéro 12/218 du 30 mars 1987.
- 5) Ibid.
- 6) "Tygodnik Mazowse" numéro 203 du 18 mars 1987.
- 7) "KOS", numéro 114 du 30 mars 1987.



Jacek Kuron et Lech Walesa (DR)

"masses" sentent de plus en plus qu'elles n'influencent nullement ce qui se passe sous-terre (c'est à dire dans la clandestinité - C.S.) ni sur la terre (c'est-à-dire dans le cadre des activités publiques du mouvement - C.S.). La majorité de la société qui ne prend part à aucune action est traitée comme une substance humaine qu'on pourra utiliser pour une action politique de plus grande ampleur dans l'avenir. (...) Quelque chose s'est inversé. Le concept eux-nous, employé jusqu'alors comme un substitut du concept "société-pouvoir", est de plus en plus souvent utilisé pour signifier "nous, membres de Solidarité - eux, membres de la commission nationale et de ses agences". (...) Ce symbole de l'évolution du mouvement dans un sens qui ne peut réjouir, est le changement dans la "communication sociale au sein du mouvement". Au début il s'agissait de la circulation de l'information, soit par le biais de la presse, soit directement, lors des réunions, des contacts personnels, au travers de l'action sociale de masse. Maintenant il s'agit d'un fonctionnement à sens unique : nous recevons toute la sagesse des dirigeants et de leurs journalistes ou, parfois aussi, des journalistes indépendants des dirigeants. Aucun d'entre-eux ne cherche même pas à savoir ce que nous pensons. Les appels, les directives de "ceux d'en haut" correspondent-ils ne serait-ce que partiellement à l'attente et aux ambitions de "ceux d'en bas ?" (8).

Le compte-rendu de la réunion entre Zbigniew Bujak, le président de Solidarité de Varsovie, et les militants du MKK de Varsovie qui s'est tenue en novembre 1986 confirme à sa manière ce jugement pessimiste. Bujak y "soulignait que dans

l'avenir immédiat, Solidarité a besoin d'actions spectaculaires témoignant de son ancrage dans les entreprises et qu'en leur absence, l'ensemble du mouvement s'affaiblira". Pour leur part, les militants du MKK s'interrogeaient : "Après presque cinq ans d'activité clandestine luttons-nous encore pour le syndicat et luttons-nous en nous appuyant sur le syndicat ? Nos buts ne sont-ils pas plus larges et avons-nous encore besoin du masque syndical ? Car actuellement, la clandestinité ce n'est pas seulement le syndicat."

Si en réponse à cela Bujak a réaffirmé avec force la nécessité du syndicat, "l'outil le plus puissant", force est de constater qu'il s'est avéré incapable de montrer comment cet outil peut être utilisé et il s'est contenté d'affirmer "que même dans la perspective la plus pessimiste, il sera nécessaire de maintenir ne serait-ce qu'une continuité symbolique et les formes de Solidarité. Cela suffira - affirmait-il - pour que dans une situation de crise sociale, les gens se tournent vers Solidarité, vers ce qui en subsistera, et agissent comme un sujet organisé" (9).

DIFFICULTES DU SYNDICALISME D'ENTREPRISE

Certaines informations parues récemment dans la presse clandestine, témoignent des tentatives de militants ouvriers pour trouver d'autres instruments que les seules commissions syndicales clandestines de Solidarité afin de pouvoir agir en défense des intérêts de travailleurs. Ainsi dans la fabrique d'instruments mécaniques PONAR d'Ostrzeszow, des militants de Solidarité ont pris le contrôle d'abord du con-

seil d'autogestion, puis du cercle d'entreprise du Parti démocrate (S.D. une succursale du POUP, sensée garantir le multipartisme et représenter, dans le cadre du concept stalinien de démocratie populaire, la petite-bourgeoisie progressiste) et enfin du "néo-syndicat" créé par le pouvoir après la dissolution de Solidarité. Au printemps de cette année, ce "néo-syndicat", après avoir appelé à la grève, a obtenu la promesse d'une augmentation salariale substantielle (7000 zlotys pour tous) accordée en plusieurs étapes, action exemplaire s'il en est (10). Mais le plus significatif, c'est que ces événements ont eu à de nombreuses reprises l'écho de la presse de Solidarité alors que ce dernier maintient son mot d'ordre de boycott des syndicats gouvernementaux.

Il serait cependant erroné de conclure que les commissions clandestines de Solidarité n'existent plus dans les entreprises polonaises, ou même que leur activité n'est que symbolique. Si tous les observateurs s'accordent à noter leur affaiblissement, en particulier dans les régions où les directions de Solidarité n'ont accordé dans le passé que peu d'intérêt à ce genre d'activités (c'est le cas à Varsovie), la presse clandestine rapporte également des exemples significatifs d'activité clandestine au sein des entreprises. C'est particulièrement le cas en Basse-Silésie, où le Comité régional de grève (RKS), direction clandestine régionale mise en place en décembre 1981, s'est de tous temps efforcé de jouer le rôle d'une coordination des commissions d'entreprises et a apporté un appui constant aux efforts des militants dans les usines.

Dans un éditorial du bulletin du RKS de Basse-Silésie, "Z Dnia na Dzień", Jozef Turzyna écrit "Les dirigeants de Wrocław savent que la force de la région se fonde sur une activité peu spectaculaire et difficile au sein des entreprises. Les brillants groupuscules de dissidents de cafés sont peut-être bons dans la capitale, où il est facile de se trouver sous les feux d'une des télévisions occidentales, mais à Wrocław, cela ne pourrait qu'être ridicule et totalement inefficace. Aujourd'hui, en jetant un coup d'œil vers le passé, on peut constater que les activités peu spectaculaires ont porté leurs fruits et que sur la carte de la Pologne oppositionnelle, Wrocław occupe la première place". (11). Effectivement, alors que dans d'autres régions, rares sont les journaux d'entreprises de Solidarité, à Wrocław, il en existe plusieurs, notamment dans les entreprises FAT, Fadroma, Hutmen, ELWRO, POLAR, Pafawag etc. Le

8) "KOS" numéro 3/111 du 8 février 1987.

9) "Wola" numéro 37/203 du 24 novembre 1986, compte-rendu de Tomasz Litwin.

10) "Tygodnik Mazowsze" numéro 189 du 26 novembre 1987 et numéro 209/210 du 6 mai 1987.

11) "Z Dnia na Dzień" numéro 2/426 du 12-18 janvier 1987.

compte-rendu financier pour 1986 d'une de ces commissions d'entreprise, celle de l'usine ELWRO, fait apparaître environs 400 cotisants réguliers sur les quelques 4 500 employés (12).

Cependant il reste qu'un taux important de syndicalisation clandestine n'est pas synonyme de capacité d'action en défense des intérêts des travailleurs. Les hausses de prix du 28 mars dernier et les mouvements de grèves qui les ont suivies en sont une illustration. Alors que la TKK avait annoncé son soutien aux grèves qui éclateraient à cette occasion - sans cependant lancer un mot d'ordre de grève générale - et qu'à Wrocław, Władysław Frasiński, président du syndicat régional avait fait de même, les tentatives de déclencher des mouvements de grève à ELWRO, Pafawag, Hutmen, FAT, Fadroma et Dolmel, se sont soldées par des échecs. Par contre, les grèves furent couronnées de succès (augmentations substantielles de salaires) dans nombre d'autres entreprises, y compris dans celles où n'existe pas d'activité régulière de structures de Solidarité.

Cela est bien évidemment dû à l'activité accrue de la police politique là où des structures de Solidarité se manifestent régulièrement, mais cela est aussi dû aux formes d'action des commissions syndicales d'entreprises. Henryk Wujec, l'un des dirigeants de Solidarité de Varsovie qui a le plus clairement manifesté son attachement à l'action dans les entreprises, écrit sur ces activités : "Les commissions syndicales clandestines et les militants de Solidarité dans les entreprises se sont jusque-là limités à diffuser la presse, à ramasser les cotisations et à signaler leur présence dans les fêtes pa-triottiques. Ces activités concernaient en général un groupe assez restreint, dont l'existence est importante, mais qui ne se développait pas" (13).

QUELLE ACTIVITE POUR SOLIDARITE ?

Cette constatation de la faible efficacité des actions menées jusqu'alors par Solidarité, et en particulier de l'incapacité du syndicat indépendant d'être un outil efficace dans la lutte pour la sauvegarde du niveau de vie, qui se traduit en particulier par un désenchantement de nombreux travailleurs envers le militantisme, et une "fuite dans la vie privée" qui l'accompagne, a conduit certains de ses dirigeants à s'interroger sur les formes d'action à impulser dans l'avenir.

A l'automne 1986 "Tygodnik Mazowsze", principal journal clandestin, a ouvert ses colonnes à ce débat, publiant une série de prises de positions de dirigeants du mouvement. Ce débat s'est poursuivi dans les colonnes de nombreux autres journaux indépendants. Il a fait apparaître une très grande diversité de propositions, mais le

plus significatif fut sans doute le fait qu'une majorité des protagonistes avait en général tendance à tirer un trait sur l'activité syndicale dans les entreprises. Ainsi, dans un texte largement reproduit dans la presse clandestine, Anatol Lawina, Maciej Poleski et Maciej Zalewski constataient : "Comment aujourd'hui le mouvement Solidarité agit-il ? Sa base est formée par les milieux d'entreprises regroupés au sein des commissions syndicales clandestines. Il s'agit de groupes restreints, informels, dont l'activité est clairement délimitée (diffusion de la presse, tentatives de s'assurer une base financière, réunions dans les structures inter-entreprises, actions sporadiques de propagande, des activités faiblissantes d'aide sociale et statutaire).



Difficultés des structures d'entreprises (DR)

Ces groupes n'ont en général pas les moyens d'entreprendre des actions de caractère syndical. L'étage suivant est constitué par les ententes inter-entreprises, conscientes de leurs limites mais aussi de leurs acquis, qui considèrent le programme de restauration du syndicat comme irréaliste et sans écho social dans la situation actuelle de reflux et de stagnation. Cette structure de la clandestinité confédérée de façon lâche, est dirigée par les groupes dirigeants régionaux et nationaux. Les groupes dirigeants, parlant de Solidarité et oubliant les structures clandestines, s'adressent à tout le monde, c'est-à-dire à personne. A côté des structures de Solidarité agissent des milieux politiques, plus ou moins liés à Solidarité mais qui y recrutent

leurs membres ('Solidarité Combattante' en est le meilleur exemple), les milieux de l'Aumônerie des travailleurs, les conseils d'autogestion, d'autres initiatives sociales du genre "Paix et Liberté" et enfin, les milieux politiques dont la tradition remonte à l'avant Août 1980. (...)

Dans la situation d'impuissance généralisée, ces initiatives donnent un exemple d'activité et de développement. Ils ne sont pas responsables des échecs communs, ils construisent quelque chose de nouveau et attirent les gens de Solidarité. Solidarité éclate en des courants de plus en plus clairs de diverses couleurs idéologiques".

"UN NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE"

A partir de ce constat, les auteurs concluent que Solidarité a eu tort de considérer qu'une augmentation du niveau de vie réel était possible, et cela non seulement à cause du rapport de force défavorable face à la bureaucratie, mais aussi parce que cette crise économique est si grave que "la société dans son ensemble doit payer" les frais qu'implique cette crise : "Le miracle économique en Pologne implique non seulement un changement structurel de l'économie et la libération de l'énergie humaine, mais aussi des coupes budgétaires, la création d'un marché de capitaux, l'élimination de l'argent n'ayant pas de contre partie sur le marché. Il faut envisager la baisse du niveau de vie de nombreux groupes sociaux et même un chômage localisé".

En conséquence, après avoir expliqué que ni une grève revendicative ni une grève politique ne devaient constituer la perspective du syndicat, et que la tâche de ce dernier devait être de créer un "nouvel ordre économique", les auteurs écrivent "Le syndicat a aujourd'hui besoin non d'un programme-compromis, mais d'une décision politique claire pour les gens du mouvement. Limiter le champ des activités à celles qui sont réelles dans la sphère syndicale et les élargir vers de nouvelles sphères d'activité économique, culturelle, sociale et politique - voilà le choix qui apparaît nécessaire aujourd'hui, et suffisant pour que notre mouvement trouve un second souffle" (14).

Jacek Kuron pour sa part, voit également dans la réalisation de la réforme économique l'axe privilégié de l'activité future du syndicat "La proposition qui dit : acceptez une réduction de votre niveau de vie au nom de la réforme économique, est aujourd'hui inacceptable. Mais il est tout

12. "Solidarnosc ELWRO" numéro 163 du 26 janvier 1987.

13) "Tygodnik Mazowsze" numéro 192 du 17 décembre 1986.

14) "Tygodnik Mazowsze" numéro 195 du 21 janvier 1987, publié également dans "Wola" numéro 3/209 du 19 janvier 1987.

aussi difficile d'imaginer un programme uniquement revendicatif. Il semble qu'une réforme économique marchande réalisée dans le cadre d'un large mouvement social - avec une assurance sociale pour les groupes les plus faibles - concentre les aspirations actuelles des Polonais : celles concernant le niveau de vie, comme les aspirations sociales et politiques. Elle peut donc être un but immédiat pour le mouvement Solidarité. (...)

Un grand mouvement qui imposera une réforme économique authentique est aujourd'hui indispensable. Toutes les activités de ce mouvement sont déjà entreprises au sein de la société, quoique de manière limitée. Il faut qu'elles passent à l'échelle supérieure, il faut entrer dans les conseils d'autogestion existant, activer ceux qui ne le sont pas, en créer de nouveaux ; d'un côté, par les ententes des conseils d'autogestion, exercer une pression sur le pouvoir allant dans le sens d'une réforme marchande totale, de l'autre - au sein des entreprises, entreprendre des actions ayant pour but de renforcer l'activité économique du plus grand nombre.

La même orientation doit être prise loin des entreprises étatiques, dans les conseils d'autogestion locaux, en particulier à la campagne et dans les petites villes, mais pas seulement. Par le biais des coopératives, des associations diverses, des entreprises privées, il est possible de développer la construction de logements, l'élevage, la transformation, le commerce, l'adduction d'eau, les réparations et les services. Il faut combattre les résistances de l'administration locale, changer la politique économique du pouvoir et améliorer en ce sens la législation. Il s'agit donc d'un mouvement qui d'une part, permet de prendre en main ses propres conditions de vie et, de l'autre - comme un tout - réalise la réforme économique et l'impose en même temps" (15).

Il est utile de signaler que ces mots furent écrits alors que le gouvernement polonais préparait l'introduction de la "deuxième étape" de sa réforme économique et que, dans ce cadre, des hausses des prix importantes étaient prévues (le plan quinquennal 1986-1990 qui venait d'être adopté, avec le retard habituel, prévoit notamment une augmentation des prix de 128%... en quatre ans).

COMMENT LUTTER DANS LES ENTREPRISES ?

Ces propositions de "recentrage" des préoccupations de Solidarité se sont heurtées à des oppositions. A Varsovie, l'un des dirigeants régionaux, Henryk Wujec, publiait un article signé avec Maciej Jankowski, au titre significatif : "Si nous voulons rester syndicalistes". D'emblée, ils donnaient le ton : "On parle beaucoup ces derniers temps, d'élaborer un nouveau

programme du syndicat et en particulier de soutenir les initiatives économiques indépendantes. Tout en estimant leur importance il ne faut cependant pas oublier que le principal terrain d'action de Solidarité, c'est l'entreprise d'Etat. Sans une présence effective de Solidarité, sans son influence active sur la situation des travailleurs, toutes les propositions générales risquent d'être suspendues dans le vide." Et ils proposaient aux militants du syndicat de se préoccuper des contrats collectifs qui, rappelaient-ils, depuis le décret-loi de novembre 1986, doivent être ratifiés par l'assemblée générale des délégués de l'autogestion.

La présence des militants de Solidarité dans les conseils de l'autogestion doit leur permettre, expliquaient-ils, d'utiliser toutes les prérogatives de ces conseils afin d'unifier les travailleurs autour de leurs revendications les plus pressantes. "Sur les questions les plus importantes, il est même possible d'avoir recours au référendum".

En ce qui concerne l'organisation, Jankowski et Wujec proposaient des formes souples : "Ces actions devraient être inspirées par les commissions syndicales clandestines là où elles existent. Si elles n'existent pas, il suffit de quelques militants de Solidarité qui donneront l'exemple, pas forcément nombreux (...). Cela ne doit pas se faire obligatoirement sous le drapeau de Solidarité. Le but est de remporter ne serait-ce qu'un petit succès, et non d'apeurer les plus peureux, de provoquer la résistance du parti et la réaction de la police politique. Il faut concentrer notre attention sur la solution des problèmes et non sur la revendication de notre utilité. Si nous obtenons un succès, chacun saura de toute façon qui l'a obtenu".

Ils proposaient également, là où il est impossible d'utiliser le forum du conseil d'autogestion, de tenter de mettre en place d'autres formes de représentation : "Par exemple, les travailleurs d'un atelier peuvent signer une déclaration dans laquelle ils mandatent des personnes données pour résoudre en leur nom des problèmes concrets. La direction peut ne pas reconnaître un tel mandat, mais elle devra en tenir compte".

Pour conclure, Wujec et Jankowski mettaient les points sur les i en revenant sur la méthode qui, à leur avis, devrait être celle du syndicat : "Les actions proposées ici unifient et non divisent. Etant donné que Solidarité agit au nom de tous les travailleurs, il faut que tous les employés soient concernés, sans écarter les membres du parti ou des "néo-syndicats". Il est même possible de mener certaines actions en commun avec les néo-syndicalistes, mais il doit être clair que l'initiative est venue de Solidarité. De même, si ces derniers entreprennent une action qui est réellement dans l'intérêt des travailleurs, nous devons la soutenir et insister pour



Il y a sept ans, à Gdansk, le formidable ét...

qu'elle soit menée jusqu'au bout" (16).

Ces mêmes préoccupations inspiraient A.G. Rawicki. Dans un article publié dans le journal varsovien "Robotnik", il dressait un tableau critique de l'activité de Solidarité : "Le modèle d'activité de l'opposition se résume trop souvent au fait qu'un groupe de "politiciens en pantoufles" se réunit et fabrique un journal, solidement épais et cher. Ils y écrivent sur Jaruzelski, sur Reagan, sur la géopolitique et les "prémices de la réflexion concep-

15) "Tygodnik Mazowsze" numéro 191, du 10 décembre 1986.

16) "Tygodnik Mazowsze" numéro 192 du 17 décembre 1986.

tuelle", sur le "néo-conservatisme aux USA" etc. etc. Et après, "diffusez cela Walenty, chez vous dans l'usine.

Peu de gens s'intéressent encore au travail des commissions syndicales clandestines, au formes d'aide pour les militants qui en luttant contre leur propre fatigue et la passivité des travailleurs, continuent l'activité de Solidarité dans les entreprises. (...) Est-ce que nous ne sommes vraiment pas capables d'élaborer de nouvelles formes d'action dans les entreprises ? A notre avis nous le sommes ! Nous pouvons et nous devons le faire. Et la clé de cela, c'est de s'habituer à penser que ce ne sont pas les luttes personnelles pour des

etc. Chacune de ces personnes note ses dépenses chaque mois, ses propres dépenses comme celles de sa famille, celles de consommation courante comme celles pour les biens durables. Et ainsi, par exemple, en janvier le travailleur a dépensé 26 000 zlotys et en février, pour la même chose, 28 000. Et c'est cette différence qui indique clairement l'augmentation que nous devons exiger pour maintenir notre niveau de vie".

Il propose également la mise en place des "groupes d'auto-provisionnement" ("rien de plus simple, il suffit qu'une personne ramasse l'argent, aille à la campagne et achète la viande"), des "caisses syndicales" ("qui ne doivent pas servir à financer la presse, mais aux aides sociales"), l'organisation de colonies de vacances en lien avec les paysans. Enfin, A.G. Rawicki s'en prend à la presse syndicale d'entreprise : "Bien sûr, elle existe. Mais... elle devrait contenir beaucoup plus d'informations sur la vie de l'entreprise. (...) En lisant la presse d'entreprise, on a l'impression que ses rédacteurs ne s'intéressent pas du tout aux problèmes de leur entreprise, aux possibilités d'augmenter les capacités de production, à la sécurité et aux conditions du travail, aux salaires" (18).

Les propositions de Jacek Kuron et d'autres partisans du "réalisme" ont été également prises à partie par le dirigeant de l'Organisation Solidarité combattante (OSW), Kornel Morawiecki : "Je ne suis pas d'accord avec la thèse pronée entre autres par Lech Walesa et Jacek Kuron, selon laquelle ce n'est pas le moment d'avancer

des revendications salariales, qu'il faut se serrer la ceinture. La pauvreté se développe, les gens travaillent de plus en plus durement, jusqu'à 12 heures par jour. Plutôt que de se serrer la ceinture (...) mieux vaut serrer le poing" (19).

De même, le président de Solidarité de Basse-Silésie, Wladyslaw Frasnyniuk, s'est démarqué des partisans du "récentrage" autour des projets de réforme économique. Dans une interview donnée à "Tygodnik Mazowsze" en décembre 1986, il expliquait : "Nous devons nous préoccuper des questions essentielles, et ces questions c'est la casserole, le logement, la durée du travail. Chacun sait qu'en Pologne aujourd'hui on travaille jusqu'à 10, 14 voire

16 heures par jour. Après les 8 heures légales, la préoccupation de chacun, c'est comment trouver une "perruque" pour survivre".

A la question de la rédaction : "Penses-tu qu'aujourd'hui il n'est pas possible de regrouper les gens autour du mot d'ordre de réforme économique, mais qu'en revanche il est possible d'organiser un mouvement revendicatif qui lui, s'il était assez fort, pourrait imposer une réforme ?", Wladyslaw Frasnyniuk répondait : "C'est notre devoir en tant que syndicat. D'autre part, le retour à des questions terre-à-terre dans l'entreprise est l'unique chance de remobiliser les gens. Lorsqu'une commission syndicale d'entre-prise me demande ce qu'il faut faire, je leur demande à mon tour : et de quoi les gens se plaignent-ils en silence ? Chaque entreprise a de tels problèmes qui semblent insolubles, alors les travailleurs se disent que ça ne vaut pas le coup de s'étriper. Mais s'ils arrivent à gagner autour de petites questions - une meilleure ventilation ou des toilettes - alors peut-être on pourra rassembler 10-15 personnes. Pour en revenir aux activités autour de la réforme, c'est une tâche assez ardue, car pour le citoyen moyen la réforme économique est synonyme de hausse des prix et du renforcement de la pauvreté. Pour dire les choses crûment, pour qui le syndicat devrait-il préparer la réforme s'il n'a aucun moyen de la réaliser ? La société polonaise ne se sent pas maître de son propre pays, les travailleurs ne sont pas maîtres des entreprises, c'est pour cela qu'aucune réforme ne les intéresse. Pour obtenir les droits indispensables du citoyen, personne n'acceptera de se serrer la ceinture, même de manière raisonnable".

"REGLER LES PROBLEMES LES PLUS URGENTS"

Interrogé sur l'activité syndicale à Wrocław, Frasnyniuk expliquait : "Nous tenons des dizaines de réunions avec les commissions d'entre-prise et les représentants des divers milieux de la région. (...) Nous nous sommes adressés à eux pour qu'ils élaborent des revendications - par thèmes, comme les 21 revendications de Gdansk (d'août 1981 - C.S.) - adressées aux divers centres de décisions, à commencer par le gouvernement et jusqu'à la clandestinité (par exemple qu'attendent les instituteurs du pouvoir central, de l'inspection académique, et enfin des structures clandestines). De telles listes des problèmes les plus urgents à régler, dont on peut s'occuper de suite, commencent à nous parvenir" (20).

17) "Robotnik" numéro 116 du 18 décembre 1986.

18) Cité d'après "Tygodnik Mazowsze" numéro 200, du 25 février 1987.

19) "Biuletyn Dolnoslaski" numéro 8, 1986.

20) "Tygodnik Mazowsze" numéro 196 du 20 janvier 1987.



la classe ouvrière polonaise (DR)

strapontins à la direction qui sont importantes, car le plus important, c'est la force et l'efficacité des organisations d'entreprises." (17) Le même auteur développe ses propositions dans un journal de Szczecin, "Robotnik Pomorza Zachodniego". Il propose de créer dans les entreprises des "commissions statistiques" ayant pour but de calculer "comment les hausses des prix dites secrètes se répercutent sur le niveau de vie des travailleurs". Cela est fort simple, explique-t-il : "Parmi les travailleurs il suffit de choisir quelques personnes vivant dans des conditions diverses, par exemple un célibataire vivant dans un foyer, le père de deux enfants vivant avec sa femme chez ses beaux-parents

Malgré toutes ces critiques et propositions concrètes ayant pour but que Solidarité prenne à bras le corps les questions de défense du niveau de vie et des conditions du travail, le syndicat - ou mieux vaudrait dire, les milieux dirigeants de celui-ci - à, une fois de plus, laissé passer l'échéance de la hausse des prix. Une déclaration générale sur les prix et salaires a bien été adoptée le 26 janvier 1987, contresignée par toutes les autorités supérieures - Lech Walesa, le Conseil provisoire (TRS - public) et la Commission provisoire de coordination (TKK - clandestine) - reprenant les revendications traditionnelles de Solidarité, mais peu, sinon rien, n'a été fait pour mobiliser les militants du syndicat et plus généralement les travailleurs, afin de préparer une action d'ensemble contre la hausse des prix.

De plus si la déclaration réaffirmait la nécessité d'une échelle mobile des salaires et prestations sociales comme celle de "transférer les matériaux et les biens d'investissement de la production pour la production pour les gens", c'était pour affirmer immédiatement que tout cela ne serait pas possible sans une réforme marchande de l'économie et ajouter : "on ne peut accepter les sacrifices que lorsqu'ils s'accompagnent de la perspective d'un avenir meilleur". Enfin, la déclaration précisait : "L'efficacité de notre défense dépend de l'apparition d'un large mouvement en faveur de changements dans le système économique et socio-politique".

De quels changements était-il question ? D'une "réforme économique authentique" dont "les prémices devraient se fonder sur les principes de l'économie de marché" ce

qui implique "la nécessité de démonopoliser l'économie, de liquider la bureaucratie économique de branches et le changement des principes du choix des cadres dirigeants". De plus, "une véritable égalité de tous les secteurs de l'économie est nécessaire ainsi que la soumission du secteur étatique au contrôle autogestionnaire. Une telle réforme économique doit s'accompagner de la définition des principes simples et clairs de la création et de la liquidation des unités économiques, la liquidation du monopole bancaire et la création des bases institutionnelles du marché des capitaux" (21).

Dans ce contexte, l'appel final à lutter pour défendre les salaires et à protester face à la volonté de faire payer à la société les coûts d'une politique économique ne menant à rien, ne pouvait être entendu ; la direction de Solidarité n'ayant que trop clairement expliqué que les conditions de réussite d'un tel mouvement n'étaient, à l'évidence, pas réunies.

DEUX LIGNES OPPOSEES AU SEIN DE LA DIRECTION

Cette déclaration apparaît clairement comme le fruit d'un compromis entre des orientations politiques et syndicales diverses, sinon opposées. Au printemps 1986, dans l'interview publiée par le journal clandestin "Kultura Niezależna", l'un des principaux dirigeants du RKW de Varsovie, Wiktor Kulerski, avait d'ailleurs sans ambages expliqué que Solidarité était traversée par deux courants opposés et la dureté du ton qu'il employait laissait entrevoir que les enjeux du débat tout comme

les divergences étaient sérieux.

Pour Kulerski, "les milieux extérieurs aux entreprises, les ententes locales et inter-entreprises, les centres d'activité culturelle et d'éducation, les éditions et les cercles de leurs clients sont devenus les principaux centres de l'activité sociale. Cela a conduit par la force des choses à accroître l'activité des comités sociaux qui agissent sur le terrain des droits de l'Homme et du Citoyen, de la culture, de l'éducation, de la science, de la santé etc. Cela conduisait au développement de leur clientèle, si je peux m'exprimer ainsi, et conduisait à augmenter les fonds qui leur étaient accordés. On peut risquer l'affirmation que des processus parallèles et opposés apparaissent en ce qui concerne le syndicat" (22).

Cette vision correspond, à notre connaissance, à la situation dans la région dont Kulerski est le représentant, - Varsovie - mais pas à celle des régions dont les dirigeants avaient dès 1982-1983, mis l'accent sur le développement prioritaire de l'activité syndicale dans les entreprises, fut-ce au prix d'efforts volontaristes. Les efforts de la direction régionale varsovienne pour développer les activités non syndicales de l'opposition avaient provoqué le mécontentement dans de nombreuses autres régions, et dans ce contexte des accusations concernant la conception particulière qu'auraient les dirigeants varsoviens du partage de l'aide reçue de la part des centrales syndicales étrangères n'ont pas tardé à apparaître, d'abord dans les conversations privées, puis de plus en plus, publiquement.

En témoigne une déclaration attribuée à la TKK (dont Kulerski affirme qu'elle émane d'un responsable et non de l'instance) publiée dans le journal polonais de New-York, "Nowy Dziennik", qui affirme : "La TKK demande aux donateurs de s'abstenir - pour autant que possible - de préciser les suggestions concernant les allocations des divers dons. Cela permettra d'empêcher l'allocation chaotique des moyens accordés par les donateurs aux différentes sphères d'activité de Solidarité". (23) Selon Kulerski, Solidarité est traversée depuis le début et jusqu'à maintenant par deux lignes divergentes quant à la forme du mouvement. Il les présente ainsi (ce qui, étant donné qu'il est le principal auteur de l'une d'elles, ne peut être considéré comme une présentation fidèle de l'orientation à laquelle il est opposé) : "L'une d'elles, c'est l'orientation privilégiant le syndicat indépendant autogéré Solidarité, conçu comme une structure hiérarchique, centralisée et monopoliste, qui disposerait tout au plus d'annexes sous la



21) Cité d'après "KOS" numéro 3/111 du 8 février 1987.

22) Cité d'après "Kultura" - de Paris - numéro 475 d'avril 1987.

23) Ibid.

formes d'agences, de commissions ad hoc etc. et de groupements marginaux qu'on ne peut intégrer d'aucune manière. (...) Parmi les partisans de cette orientation, je vois certains dirigeants nationaux de ces dernières années provenant par exemple de Wrocław, de Szczecin et aussi les dirigeants de Bruxelles.

L'autre orientation, c'est celle qui privilégie le mouvement social Solidarité, organisé en une société indépendante, pluraliste et décentralisée, composée de structures indépendantes et autogérées très différentes, unifiées par les idéaux communs de Solidarité et par la communauté des buts, tels que la démocratie et l'indépendance. Dans cette vision, le syndicat Solidarité n'occupe qu'une place, très importante, peut-être essentielle, mais tout de même qu'une place dans l'ensemble du mouvement. (...)

Sur la carte nationale de Solidarité, la région de Varsovie est le centre qui dispose du plus grand potentiel. Varsovie c'est la plus grande ville, le plus important rassemblement de l'intelligentsia, le centre le plus vivant de la pensée politique et sociale, le lieu disposant de la plus grande facilité de contacts avec l'étranger, du plus grand nombre de maisons d'édition indépendantes, de journaux, de la plus grande diversité des structures indépendantes. De par la nature des choses en quelque sorte, c'est ici que devait naître et s'enraciner la conception d'un mouvement Solidarité pluraliste qui a permis de développer ce potentiel autant que cela est possible actuellement. (...) C'est une conception humaniste. Peut-être que pour les militants de tendance plus paternaliste, pour ne pas dire autoritaire, formés au sein du système communiste, une telle conception est légèrement effroyable. Peut-être les prive-t-elle du sentiment du contrôle de la situation, qu'ils y voient un danger ; peut-être qu'en eux se manifeste quelque chose qu'on peut caractériser comme l'ego d'"eux". Quoi qu'il en soit, il faut admettre qu'au niveau de la direction nationale de Solidarité existe une divergence d'opinions en ce qui concerne la structure de Solidarité.

Faut-il un Solidarité hiérarchique, centralisé, puis longtemps, longtemps rien, et enfin, des regroupements marginaux sans signification, ou bien un mouvement pluraliste Solidarité, dont une des composantes, bien qu'essentielle, est le syndicat Solidarité. (...) Actuellement la région de Varsovie reste partisan déclaré d'un pluralisme véritable et non seulement verbal, du mouvement Solidarité, c'est-à-dire de l'indépendance totale non seulement de notre syndicat, mais de toutes les autres structures (je pense ici aux comités sociaux, aux officines d'édition de livres, de cassettes et de vidéo-cassettes, aux journaux, mais aussi aux autres). De facto, mais sans le dire, les représentants de deux

autres régions au sein de la TKK - ceux de Wrocław et de Szczecin - y sont opposés et les autres ont une attitude ambivalente, changeante ou neutre" (24).

Un journaliste du bimensuel clandestin "KOS", Jerzy Krzewina, présente d'une manière assez différente ces divergences : "Les phénomènes de luttes et de débats au sein des groupes dirigeants sont naturels et normaux. Mais ceux qui durent des mois et des mois dépassent cette "norme" Il faut constater avec tristesse que nous avons affaire à des phénomènes typiques pour des groupes isolés de la société, pour une organisation qui a perdu son but, qui a oublié son idée à long terme (...) Il semble qu'en septembre nos dirigeants ont repris l'espoir en une nouvelle "ouverture"



Mobiliser comme avant (DR)

du pouvoir, en un nouvel "accord" formel, qu'ils voulaient se mettre au niveau de la situation qui suivra cet "accord".

L'analyse des déclarations, des prises de positions de nos dirigeants, des interviews qu'ils ont accordées, des mises au point et des "remises" au point, conduit à des conclusions très intéressantes quant à ceux à qui elles sont adressées. Il s'agit donc premièrement d'une discussion - ou, plus exactement - d'une lutte entre les dirigeants eux-mêmes. Et deuxièmement - d'une tentative de nouer un dialogue avec ceux d'en face. La théorie de "l'entente sans entente" (allusion aux prises de positions des dirigeants varsoviens et de Jacek Kuron en particulier - C.S.), les tentatives successives de définir le compromis social etc. - sont en réalité un dialogue avec le pouvoir auquel la base sociale de Solidarité ne prend pas part, car elle se préoccupe de tout autres problèmes. (...)

Nos dirigeants, et y compris les experts des milieux intellectuels, ont commencé à chercher la formule du "moindre mal". Ce n'est pas le terrain sur lequel nous sommes capables de remporter le moindre succès, d'autant que nous ne sommes pas capables de défendre le niveau de vie des ouvriers, des retraités, des infirmières, des instituteurs. Car sur cette question justement, les économistes serviables nous ont glissé la conception selon laquelle le mal, c'est-à-dire la paupérisation des gens, nous protège d'un mal plus grand, encore l'effondrement de l'économie. Et nous avons commencé à oublier à quoi cette économie doit servir, nous avons oublié ce qui fut dit pourtant très clairement en août 1980. On nous a imposé la confrontation. La discussion se poursuit autour de la question comment transformer une situation de confrontation en situation de compromis. Le problème, c'est que le compromis ne peut être que le résultat de la confrontation, qu'il ne peut la remplacer" (25).

Les positions "pluralistes" défendues par les dirigeants de Varsovie, parce qu'elles réduisent le syndicat Solidarité à un élément parmi d'autres, laissent place aux dangers dénoncés par Krzewina. Elles conduisent à oublier que la force qui a permis au mouvement Solidarité de naître, ce fut la lutte de la classe ouvrière polonaise, commencée autour de revendications matérielles et de dignité des travailleurs. Par contre, les positions défendues par les directions régionales de Basse-Silésie et de Szczecin, si elles ne sont pas exemptes de confusions de toute sortes, parce qu'au contraire elles s'appuient sur les revendications spontanées des travailleurs, peuvent permettre à Solidarité de reprendre du terrain et par là même, assurer les conditions nécessaires sinon suffisantes, à la survie non seulement du syndicat Solidarité, mais également des diverses composantes du mouvement social apparues durant les dernières années.

COMMENT RESOUDRE LA CRISE ECONOMIQUE ?

Cependant, si on ne peut juger aujourd'hui de la force relative des deux principaux courants apparus au sein de la direction de Solidarité, force est de constater que dans les documents rendus publics récemment au nom des diverses structures nationales du mouvement et qui sont, à n'en pas douter, le fruit de compromis, les positions défendues par les dirigeants varsoviens semblent avoir le dessus.

Cela peut être dû à la faiblesse relative des partisans de la ligne "syndicaliste" (ceux de Wrocław et de Szczecin), comme à la confusion de leurs positions idéolo-

24) Ibid.

25) "KOS" numéro 3/111 du 8 février 1987.



Septembre 1981 : premier congrès de Solidarité (DR)

giques. En effet, outre leur insistance sur la nécessité de concentrer les efforts sur les revendications matérielles des travailleurs et leur volonté affirmée de centrer la structure du syndicat autour des commissions syndicales d'entreprises, les "syndicalistes" n'ont pas produit de documents programmatiques plus généraux.

Le document intitulé "Position du syndicat Solidarité sur la situation et les voies de transformation de l'économie polonaise", rendu public le 9 avril 1987 par le porte-parole national de Solidarité, Janusz Onyszkiewicz, résume les conceptions de ce courant quant à la réforme économique. La conclusion dit : "Nous exigeons une réforme profonde, qui créera l'égalité de tous les secteurs de propriété en rejetant les dogmes doctrinaires ; une réforme qui limitera le rôle et la fonction de l'Etat dans l'économie, en rendant aux mécanismes du marché le rôle fondamental ; une réforme qui réalisera une démocratisation décisive de la vie économique et qui par le développement de l'autogestion et de l'actionnariat ouvrier, aidera le processus de socialisation de la vie économique. (...) C'est une vision de dur labeur et d'épargne, mais pour soi et avec une perspective d'amélioration. La majeure partie du patrimoine national doit se trouver à la disposition des associations socio-économiques, des structures d'autogestion, des coopératives, des diverses sociétés de caractère mixte, et l'initiative privée devrait obtenir de larges possibilités de développement.

C'est une vision d'une économie capable d'innovation et de risque, au sein de laquelle les intérêts des travailleurs et des groupes sociaux faibles seront protégés par les syndicats indépendants et par une politique sociale rationnelle, menée aussi bien par l'Etat que par diverses institutions sociales.

La seule possibilité d'une réalisation réelle et conséquente de la réforme, c'est une forte pression sociale, une politique

courageuse et décidée du pouvoir et le développement d'un large soutien populaire pour la réforme. Plus cela tardera à se réaliser, et plus les coûts seront importants et la réforme plus difficile. (...) Nos propositions se fondent sur les acquis des sciences économiques contemporaines et sont en accord avec la doctrine sociale de l'Eglise. Ils expriment également les sentiments de la grande majorité de la société. (...) Solidarité, lors de son congrès de Gdansk en 1981 s'est prononcé en faveur d'une entente sociale autour de la réforme afin de sortir l'économie de la crise. Nous répétons ces mots aujourd'hui - malgré tout. (...) C'est une chance pour le pouvoir, mais cela exige de sa part le sens des responsabilités, du courage et de l'imagination. Devant les dangers qui nous menacent, afin d'éviter la catastrophe qui vient, tous doivent placer au premier plan l'intérêt suprême du pays et de la nation." (26).

La différence d'approche avec les propositions économiques et sociales du programme de Solidarité adopté en octobre 1981 est sensible. Ce dernier se proposait d'"associer le plan, le marché et l'autogestion", n'accordait que peu d'intérêt au secteur privé (mis à part dans l'agriculture), plaçait l'autogestion au centre de ses revendications et exigeait pour celle-ci une représentation nationale (la "Seconde Chambre") dotée de pouvoirs législatifs. Le nouveau document quant à lui, place au même niveau l'autogestion et l'actionnariat ouvrier, et présente une vision de la "socialisation de l'économie" au sein de laquelle la propriété de groupe et individuelle serait dominante.

Ce document a fait l'objet d'une critique acide de l'économiste Ryszard Bugaj qui fut, lors du Congrès de Solidarité en 1981, l'un des principaux rédacteurs de la partie économique du programme du syndicat. Ryszard Bugaj écrit : "L'impression dominante qui s'impose après la lecture des "Thèses sur la seconde étape de la réforme

" présentées par le gouvernement et celle de la "Position du syndicat Solidarité sur la situation et les voies de transformation de l'économie polonaise", c'est celle du rapprochement très clair des conceptions des deux parties. Cela concerne avant tout l'instauration des mécanismes du marché dans l'économie (...) Un certain rapprochement s'est fait sur la question de l'autogestion ouvrière.

Dans les "Thèses" gouvernementales, on ne trouve plus des déclarations générales - bien que générales - à ce sujet, semblables à celles contenues dans les "Orientations de la réforme" de 1981. Le document actuel laisse apparaître la stratégie d'un lent retour en arrière, de la disparition de certains éléments du contrôle autogestionnaire. Solidarité pour sa part, s'est également prononcé sur l'autogestion avec bien moins de fougue et détermination que dans la résolution de son Congrès. (...)

Le plus inquiétant, c'est la question de la protection sociale. Je ne partage pas l'optimisme des deux documents en ce qui concerne les résultats d'une marchandisation radicale de l'économie polonaise. (...) Dans la "Position" de Solidarité on ne trouve à ce sujet que l'échelle mobile. S'il n'y avait pas de tampon "NSZZ Solidarnosc", aucun lecteur n'imaginerait qu'il s'agit de la position d'un syndicat. (...)

Pour résumer, je crois que des deux côtés, nous avons affaire à une évolution qui signifie un éloignement de l'esprit de la réforme de 1981. La nouvelle conception est beaucoup plus unilatérale : elle met l'accent sur le marché et la propriété privée, sur la concurrence individuelle, l'accroissement des différences matérielles. Elle privilégie la contrainte économique absolue au détriment de la coopération sociale. (...)

Cette évolution - à mon avis - est plus une évolution de la façon de penser des élites, que de la base sociale. Cela ne laisse pas beaucoup de chances à la réforme. Chaque compromis dans ce cadre sera fragile, s'il n'est pas accepté par les principaux groupes sociaux. On voit apparaître le problème dramatique du renouvellement du mandat social des structures de Solidarité. Tant que cela ne sera pas fait, des documents comme la "position" de Solidarité reflèteront les opinions des groupes élitaires et choisis un peu par hasard." (27)

Ce débat au sein de Solidarité témoignent de la crise d'identité larvée que le mouvement traverse depuis des années. Il est loin d'être terminé. ■

Juillet 1987

26) Cité d'après "Solidarnosc - Biuletyn Informacyjny" (Paris), numéro 169/170/171 du 8 juillet 1987.

27) "Tygodnik Mazowsze" numéro 212 du 20 mai 1987.

A la veille du référendum

L'UN DES PRETEXTES avancés par les généraux turcs pour justifier le coup d'Etat du 12 septembre 1980 était la paralysie totale du parlement. Les deux grands partis, le Parti de la Justice (AP) de Süleyman Demirel (droite traditionnelle) et le Parti républicain du peuple (CHP) de Bülent Ecevit (gauche traditionnelle), n'arrivaient pas à unir leurs efforts pour juguler "l'anarchie" régnante dans le pays et qui avait causé 5 000 morts en 5 ans. La junte militaire a tenu responsable de cet état des choses ces partis et leurs dirigeants. Pourtant, aucune poursuite en justice n'a été intentée contre ces partis alors que le Parti islamiste (MSP) de Erbakan et le parti fasciste de Türkes (MHP) étaient poursuivis en correctionnelle (donc pas de procès "politique") pour diverses actions.

Fuat ORCUN

Au début, les généraux pensaient même prendre des ministres des deux grands partis dans le cabinet qu'ils avaient constitué sous la direction d'un amiral en retraite, Bülent Ulusu. Mais l'AP comme le CHP ont refusé. Ils avaient fait l'expérience d'une collaboration aussi directe avec les militaires lors de l'intervention précédente de l'armée en 1971 et en avaient tiré un bilan négatif. Par ailleurs, il aurait été suicidaire pour Demirel de soutenir la junte car c'était son gouvernement minoritaire qui avait été renversé et il était le premier ministre "légitime". De son côté, Ecevit devait aussi s'abstenir d'un soutien aux militaires pour ne pas compromettre définitivement son image démocratique. En revanche, ces deux partis n'ont pas essayé de s'opposer aux militaires ni de développer une alternative politique, se contentant d'attendre la "normalisation".

En 1982, les généraux ont remanié la Constitution et ont introduit une clause interdisant aux principaux dirigeants de ces partis d'avoir une activité politique pendant 5 ans pour certains, 10 ans pour

d'autres. C'est à partir de ce moment qu'une lutte réelle s'est engagée entre les partis traditionnels et les généraux. Ces derniers ont tenté d'impulser un nouveau parti épuré des anciens cadres politiques. Cette opération s'est soldée par un échec cuisant pour les militaires, comme le reconnaît lui-même aujourd'hui le chef d'état-major. Mais tout cela a engendré un conflit nuisible au régime.

Le référendum, ou plutôt le plébiscite qui va avoir lieu en septembre, aura pour fonction de liquider ce conflit. Les électeurs seront appelés à se prononcer pour la levée ou non des interdits politiques frappant les vieux politiciens bourgeois. Le référendum va pourtant sanctionner une situation de fait, puisque les anciens partis se sont reformés après leur dissolution sous d'autres noms, avec le soutien direct des anciens dirigeants. Le Parti de la juste voie (DYP), soutenu par Demirel est candidat à la relève du parti gouvernemental du premier ministre Turgut Ozal.

L'HEURE DE LA TRANSITION

Par contre le CHP a connu une scission. La plupart des cadres du parti se sont regroupés dans le Parti social-démocrate populiste (SHP) dirigé par Erdal İnönü, le fils du général İnönü, successeur d'Atatürk et prédécesseur d'Ecevit à la tête du CHP.

Süleyman Demirel (DR)



Ecevit a constitué un parti minoritaire, le Parti de la gauche démocratique (DSP) dirigé par sa femme, Rahsan Ecevit.

La Turquie vit à l'heure de la transition. Le parlement de 1983, issu des élections téléguidées par les militaires était déjà le fruit d'une transition de la dictature militaire à un régime civil sous surveillance militaire. La transition actuelle vise à instaurer un régime normalisé du point de vue des partis bourgeois.

Les militaires n'avaient autorisé que 3 partis à se présenter à ces élections de 1983. Le Parti de la démocratie nationaliste, favori des généraux a perdu les élections et s'est décomposé. Le gros de ses forces a rejoint le parti de Demirel et cette formation s'est auto-dissoute. Le Parti populiste, lancé comme parti de gauche, a aussi connu une importante érosion lors des élections municipales de 1984 et a fini par fusionner avec le Parti social-démocrate de İnönü, devenant le SHP. Seul le Parti de la mère patrie (ANAP) s'est maintenu grâce à sa victoire électorale.

Mais ces processus de recomposition ont également eu pour effet de légitimer le parlement téléguidé des militaires. En effet, aussi bien le DYP de Demirel que le SHP d'İNönü et même le DSP d'Ecevit (grâce à des transfuges du SHP), sont aujourd'hui représentés dans ce parlement que ces mêmes partis dénonçaient hier encore "illégitime".

Un phénomène inattendu est cependant venu bouleverser les données du schéma de transition. Lors des élections partielles de septembre 1986, contrairement aux attentes, le parti de Demirel, le DYP a fait un bon score, dépassant le parti de "gauche", le SHP et devenant le second parti derrière l'ANAP en perte de vitesse due à l'usure du pouvoir, créant une importante crise de direction pour la droite. Jusqu'alors en effet, le pays avait connu un système bipartite de fait avec deux grands partis comme forces d'appoint dans des gouvernements de coalition.

TOUT EST EN PLACE

Les trois principaux protagonistes de la crise actuelle de la droite étaient déjà à des postes clefs le jour du coup d'Etat en 1980 : l'actuel président de la République, Kenan Evren, était chef d'état-major et auteur du coup d'Etat ; l'actuel premier ministre, Ozal, était à l'époque chef du cabinet du premier ministre déchu, Demirel, qui est aujourd'hui le leader "clandestin" du DYP et concurrent direct d'Ozal dans la course au pouvoir. Ces anciens compères qui ne diffèrent en rien du point de vue de leurs conceptions générales sont aujourd'hui devenus des obstacles les uns pour les autres du point de vue de l'avenir du régime. Une transition est donc nécessaire. D'ailleurs, les milieux d'affaires locaux et étrangers se sont déjà clairement prononcés en fa-

veur de la levée des interdits frappant Demirel et consorts.

Contrairement à Ecevit, Demirel a réussi à garder le contrôle sur son appareil et est en train de reconquérir son électorat. Dans la période précédente, il a pris un profil "anti-militariste" qui a même eu un écho favorable dans certains secteurs de gauche, voir même dans certains milieux "marxistes" qui cherchaient désespérément à s'accrocher à une "droite démocratique anti-dictatoriale". La lutte fratricide entre Demirel et Ozal continue d'occuper le devant de la scène politique sous les regards de la gauche traditionnelle qui se contente du rôle de spectateur.

POUR SUIVRE L'OUVERTURE

L'harmonie entre le président de la République Evren qui supervisait la transition et son premier ministre était une garantie de stabilité du régime. Mais un autre type de transition, provoquée par de nouvelles élections - voire même des élections anticipées - aurait pu créer des frictions inutiles si les interdictions contre les anciens dirigeants politiques s'étaient maintenues. Car, contrairement aux illusions des généraux, ces partis avaient des racines profondes dans la société et il ne suffisait pas de les dissoudre pour s'en débarrasser. Il fallait donc résoudre ce problème. C'est la raison d'être de ce référendum.

Mais ce processus pourrait engendrer de graves problèmes pour l'ANAP au pouvoir. L'ANAP est en effet une formation politique qui est un produit typique de la crise. Il serait incapable de se maintenir dans l'opposition et est condamné à disparaître s'il perd les élections et donc les avantages du pouvoir. Ozal a mis hors circuit le parlement où il possède cependant une majorité écrasante. Il travaille "à l'américaine", en s'entourant de ses conseillers plus que ses ministres. Il doit absolument trouver un moyen de neutraliser Demirel car c'est sa carrière politique qui se joue.

En tout cas, il apparaît que la prochaine législature sera encore dominée par la droite. La bourgeoisie n'a pas encore tranché sur les formules. On parle même de la possibilité de réunir les deux frères ennemis Demirel et Ozal.

Plusieurs indices montrent que la bourgeoisie est décidée à poursuivre une certaine politique d'ouverture même sous les gouvernements les plus réactionnaires. Il ne s'agira certes pas d'un processus de démocratisation allant jusqu'au bout, mais tout de même une certaine normalisation va s'effectuer jusqu'à ce que le nouveau système se stabilise avec les partis bourgeois. Parmi ces indices, on peut citer les suivants : au mois d'avril, la Turquie a officiellement posé sa candidature pour être membre à part entière de la CEE (elle était



Mettre en place une "démocratie" bien surveillée... (DR)

déjà membre associée). La Turquie a finalement signé l'accord permettant le recours individuel à la Cour internationale de justice de La Haye. Même si c'est de temps en temps, pour répondre aux pressions étrangères, les autorités ont commencé à parler de la suppression des articles du code pénal qui limitent la liberté d'expression et d'organisation (il s'agit entre autres d'articles empruntés au code pénal de Mussolini et interdisant les activités de partis communistes). Après des années et malgré toutes les restrictions, des grèves ont pu avoir lieu, ainsi que quelques manifestations. L'opposition sociale commence à se manifester et même des courants féministes et écologistes font leur apparition sur la scène politique pour la première fois. La question nationale kurde est discutée ouvertement, même dans les journaux bourgeois.

UNE VIEILLE TRADITION PARLEMENTAIRE

La bourgeoisie est dans une situation bien différente de celle de 1980. Avant tout, le coup d'Etat et l'écrasement du mouvement populaire ont augmenté sa propre confiance. Elle a vu qu'elle avait des ressources et des moyens beaucoup plus importants qu'elle ne le croyait pour défendre son système. Autre élément, le coup d'Etat a également permis de tester la force des acquis politiques de la société. En 40 ans, cette société s'est habituée à avoir des institutions "civiles" parlementaires, syndicales. Même s'il ne s'agit pas vraiment d'acquis démocratiques issus d'une lutte militante, révolutionnaire et même si les travailleurs n'ont pas défendu leurs organisations ou ces institutions lors du coup d'Etat, il y a tout de même une certaine tradition qui s'est enracinée au point de ne pas s'effondrer totalement sous les coups des militaires.

Il y a en effet une tradition parlementaire et syndicale vieille de 40 ans en Turquie. Même des partis socialistes légaux ont pu voir le jour de temps en temps dans ce système. En dehors des périodes d'intervention militaire directe, les marxistes ont pu maintenir une présence et un travail légal. Il y a eu trois coups d'Etat en 40 années de vie parlementaire, mais les 2 premiers n'ont pas pu empêcher que les élections se tiennent en temps prévu. Seul le dernier a réalisé une coupure de 2 ans dans la vie parlementaire. Mais même aujourd'hui, des politiciens, des écrivains, des syndicalistes qui avaient été emprisonnés et réprimés par la junte sont présents sur la scène politique et participent légalement ou semi-légalement aux luttes en cours. Le gouvernement, en accord avec Evren, essaye de gagner du temps dans la crise et se prépare à de nouvelles élections en se contentant de mettre quelques obstacles à l'utilisation de droits politiques qui existaient avant le coup d'Etat.

Les cercles impérialistes, politiques et économiques, souhaitent ouvertement une victoire d'Ozal. Le Fonds monétaire international (FMI) a d'ores et déjà desserré son étai et autorise le gouvernement à faire des entorses à sa politique monétariste stricte en vue d'élections anticipées. Demirel a adopté un profil moins "libéral" dans le domaine économique et social et beaucoup plus libéral par contre, dans le domaine politique, ceci pour se démarquer de la politique d'Ozal. Pourtant, c'est son gouvernement qui était à l'initiative du programme d'austérité et des politiques libérales qu'Ozal allait appliquer par la suite en janvier 1980.

Mais à l'époque, l'opposition sociale était puissante, le "parti social-démocrate" d'Ecevit était le premier parti d'opposition, le gouvernement minoritaire de Demirel était tout le temps pressé sur sa droite par ses alliés, le parti fasciste et

surtout le parti islamiste. Par conséquent, un gouvernement civil aurait été incapable de faire face aux nécessités et retombées sociales s'un tel programme d'austérité dicté par le FMI. C'est pour cela qu'un coup d'Etat militaire était devenu nécessaire.

Quant aux héritiers du CHP qui s'était auto-proclamé social-démocrate, ils ont été incapables de développer une alternative crédible.

Tant le SHP que le DSP se sont surtout illustrés par leur couardise et leur manque d'initiative. Ce vide politique a permis à la droite de s'adonner librement à ses règlements de compte internes. Ces deux partis ont préféré faire de l'opposition en se conciliant avec le régime issu du coup d'Etat et en le légitimant.

Les généraux avaient censuré les candidats sociaux-démocrates lors des élections téléguidées de 1983. Malgré cela, aussi bien le SHP que le DSP ont accepté ce cadre parlementaire et sont même rentrés dans ce parlement en transférant des députés qui avaient été élus avec l'aval des généraux. Ils se sont ainsi mis eux-mêmes en marge de l'opposition sociale.

UN LENT PROCESSUS DE RECOMPOSITION

Cette nouvelle situation ouvre d'importantes perspectives pour la gauche marxiste devant la montée - même modeste - des grèves, des luttes étudiantes, de la question kurde, des droits de l'Homme, du mouvement féministe, etc. En effet, après le précédent coup d'Etat de 1971, c'était le CHP d'Ecevit qui avait capté cette montée sociale et la radicalisation, et qui avait occupé l'espace politique de la gauche. Les marxistes s'étaient contentés de le soutenir "au nom de la démocratie" et n'avaient pas été capables de développer une alternative classiste indépendante. Cependant, cette fois-ci, la gauche marxiste, divisée en plusieurs dizaines de groupes, diminuée en taille et en influence, semble loin d'être capable de regrouper ses forces et de prendre des initiatives.

Le processus de recomposition de la gauche socialiste est loin d'être achevé. Ce processus sera long et laborieux. L'opposition sociale était déjà entrée en crise avant le coup d'Etat de 1980. Elle a connu une défaite sans lutte et sans résistance. Le poids d'une telle défaite et de la répression qui s'en est suivie continue de peser et explique en partie le retard et les limites de ce processus. La gauche marxiste devra surmonter sa division et son manque d'organisation pour être capable d'organiser et de diriger la montée des luttes sociales. ■

20 juin 1987

HAITI

Un mouvement de grève sans précédent

LE MOUVEMENT déclenché le 22 juin est sans précédent dans l'histoire moderne d'Haïti, par sa durée comme par sa profondeur. Il se place dans la continuité du mouvement qui obligea Jean-Claude Duvalier à quitter le pays le 7 février 1986. Mais l'armée qui avait alors essayé d'adopter une certaine position de neutralité, est aujourd'hui en première ligne. Et le Conseil national de gouvernement (CNG) présidé par le général Henri Namphy n'est pas isolé internationalement comme l'était Duvalier.

Andy BROCK

Le 19 juin, la Centrale autonome des travailleurs Haïtiens (CATH) convoque une grève pour le lundi 22, contre la politique anti-ouvrière du CNG, en réponse à une accumulation d'interventions militaires contre les grévistes qui exigent, ici la démission d'un chef macoute, là une augmentation de salaire. Le secteur du mouvement démocratique regroupé dans le Congrès national des mouvements démocratiques (CONACOM) parle de "provocation irresponsable susceptible de favoriser les desseins anti-démocratiques des secteurs macoutes". Le Parti unifié des communistes haïtiens (PUCH) se joint à eux pour juger maximalistes les revendications exprimées par la CATH et déclare que "la CATH veut détourner l'esprit du peuple des problèmes politiques importants qui se posent aujourd'hui".

Dans ce contexte d'isolement apparent de la CATH, dès le 22 au matin, l'armée envahit et saccage son local, arrête plusieurs syndicalistes, dont trois dirigeants de la CATH, qui sont battus et torturés. Elle frappe la CATH d'interdiction.

Le CNG décide de s'attaquer le même jour à la Constitution qui avait été approuvée par le référendum le 29 mars. Il publie en effet un décret électoral ôtant au Conseil électoral provisoire (structure indépendante de neuf membres désignée quelques semaines auparavant) la responsabilité d'organiser les élections locales

fixées en août et les élections générales fixées en novembre. Il s'agit là d'une violation manifeste de la Constitution. Et le ministre de l'information déclare : "Qu'il soit ou non constitutionnel, le décret sera appliqué".

Dès le lundi 22 au matin, la grève s'avère être un grand succès qui surprend beaucoup de monde. Port-au-Prince et d'autres villes sont paralysées par la grève des transports. Cette grève est une réponse aux mesures du CNG. Elle s'appuie aussi sur la force grandissante de la CATH qui revendique environ 150 000 membres, ouvriers, employés et paysans, sur son image et sa pratique combatives. Elle s'appuie surtout sur la volonté d'en découdre avec le "duvaliérisme sans Duvalier".

Seize mois après le 7 février 1986, date du départ de Duvalier, la majorité des tontons-macoutes, quand ils ne sont intégrés directement aux corps les plus répressifs, restent avec leurs armes en réserve de l'Etat. Les exactions de l'armée ou des macoutes sont quotidiennes. Aucune revendication sociale de fond, à commencer par la réforme agraire, n'est satisfaite. Le salaire minimum, malgré le 7 février, est toujours de 3 dollars la journée à Port-au-Prince et 2,64 dollars en province. Le code du Travail "François Duvalier", (Papa Doc, père de J.C. Duvalier) toujours en vigueur, limite sévèrement les libertés syndicales. La nouvelle constitution, qui stipule que "le syndicat est essentiellement apolitique" permet aussi de restreindre les activités des syndicats.

CONTINUITÉ DUVALIERISTE ET DESTRUCTION ECONOMIQUE

Par ailleurs, le ministre des Finances Leslie Delatour mène tambour battant la destruction de l'agriculture et de l'industrie au nom de l'"insertion dans la division internationale du travail". Beaucoup de produits locaux souffrent du nouveau tarif douanier révisé en baisse en février dernier. La contrebande se charge d'évincer bien d'autres productions locales des marchés, y compris des cultures essentielles pour la survie de la paysannerie telles que le sucre, le riz ou le maïs. Toutes les usines sucrières, publiques comme privées,



Pour eux, rien n'a changé (DR)

ont été fermées. Les principales administrations et entreprises publiques subissent le "dégraissage des effectifs". Ces dernières, lorsqu'elles ne sont pas fermées, sont vouées à la restructuration et la privatisation, selon le calendrier élaboré dans les bureaux de Washington, de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI).

Sur le plan social, rien n'a changé : la classe dominante continue du haut de ses villas, de ses boîtes de nuit, de ses restaurants "parisiens" et de ses cocktails diplomatiques, à contempler la misère insupportable des quartiers populaires et la désertification des campagnes. Ou plutôt si, une chose a changé : un secteur élargi de la bourgeoisie se partage avec les chefs macoutes et militaires le butin des trafics florissants de la drogue et de contrebande.

"RACHE MANYOK OU, BAY TE A BLANCH"

Pourquoi le CNG s'est-il attaqué le même jour au mouvement populaire à travers la CATH, au mouvement démocratique et aux ambitions des politiciens ? Il est difficile de penser qu'il s'agit d'une erreur de tactique politique. L'hypothèse la plus probable est celle d'une provocation délibérée visant à précipiter l'affrontement et à maintenir une dictature au-delà des élections de novembre, voire à se passer de ces élections. D'où l'émoi des ambassades

occidentales : tout risque d'être à reprendre après des années d'efforts pour évincer les Duvalier et canaliser la révolte populaire vers des élections.

Effectivement, à partir du 22 juin, Haïti a connu un enchaînement de grèves, manifestations et autres formes de lutte sur tout le territoire, exigeant le départ du CNG. "Rache manyok ou, bay tè a blanch", autrement dit "Prends tes valises et casse-toi", lance le 29 juin l'évêque Romélus de Jérémie. L'exigence du départ du CNG, qui avait fait l'objet d'importantes manifestations dans le passé, devient désormais le mot d'ordre central. La répression brutale de la semaine du 29 juin fait des dizaines de morts et plus de 100 blessés. Le CNG doit cependant opérer rapidement un recul, sous la pression intérieure accrue et la menace des ambassades étrangères. L'interdiction de la CATH est levée, ses dirigeants sont relâchés, le ministre de l'Information est sacrifié. Mais il est trop tard et les protestations continuent sous les formes les plus variées.

La grève ne pouvant être reconduite indéfiniment sans menacer directement la survie d'une population qui vit au jour le jour, la grève laisse régulièrement la place à d'autres formes de luttes, avant d'être relancée par la répression : manifestations, actions de désobéissance civile, comme le refus de payer les taxes, notamment sur les marchés, ou les services publics, fermeture forcée de bureaux officiels, exigence de dé-

missions des hauts fonctionnaires. Les 10 et 11 août, alors que l'on pensait que le mouvement battait de l'aile, on assistera à une formidable manifestation de désobéissance civile qui illustrera à quel point le CNG est rejeté par la population. En effet, pendant ces deux jours, 90% des candidats, voire la totalité dans certaines villes, boycotteront les épreuves du baccalauréat. Le boycott est accompagné d'une grève de solidarité qui, à Port-au-Prince, a surtout touché les transports et les commerces. Le syndicat enseignant décidera ensuite de boycotter la correction des copies.

Durant les journées de grève, des barricades sont dressées à l'entrée de certains quartiers afin de rendre plus difficile l'entrée des forces de répression. En même temps, vu l'impuissance des manifestations à organiser leur propre défense face à l'armée, des secteurs exaspérés, et quelquefois manipulés par des ultras du CNG, s'attaquent aux symboles de richesse, notamment les voitures de luxe. Cette exaspération est d'autant plus grande que le mouvement, encore divisé par les illusions et les ambitions électorales des organisations petites-bourgeoises qui se sont portées à sa tête, ne s'est pas structuré de haut en bas, et ne s'est pas uni autour d'une stratégie et d'une alternative de gouvernement conforme à ses intérêts.

LE CNG PERSISTE ET FRAPPE

Profitant de cette absence d'unité et d'objectif stratégique, le CNG met en place une contre offensive. Le général Namphy a d'abord organisé le 17 juillet une cérémonie militaire d'"allégeance à la Constitution". Au grand découragement des ambassades occidentales, il fait un discours dans la tradition macoute. Affublé de lunettes noires et dans un style "gorille" consommé, le général affirme notamment que le peuple haïtien "mérite d'être compris, encadré, protégé parfois même malgré lui". Et de féliciter le "mâle courage" et la "pondération" des militaires "en face de certains groupes manipulés". Ceux-ci ayant tiré à bout portant sur des civils désarmés, y compris des femmes autrement plus "courageuses" que ses "mâles" soldats et macoutes, l'avertissement est clair.

Parallèlement, l'armée qui était rentrée dans ses casernes pendant une dizaine de jours, sème à nouveau la mort dans les rues de Port-au-Prince. Des manifestations de femmes, de chômeurs et d'étudiants sont délibérément attaquées. C'est le 29 juillet que la tension va atteindre son paroxysme. C'était sous Duvalier le jour des "Volontaires de la Sécurité nationale", autrement dit, des tontons macoutes. L'opposition organise une manifestation anti-tontons macoutes. Elle va tomber dans un véritable guet-apens tendu par une compagnie militaire. "Plusieurs manifestants voulurent marcher le long du trottoir

qui se trouve devant la compagnie de téléphone. Ils furent brutalement repoussés par un soldat. Quelques secondes plus tard, ce même soldat bondit entre deux voitures et pointa son fusil automatique vers de jeunes manifestants. Ils se dispersèrent. Le soldat tourna alors son fusil et tira une rafale au dessus de la tête des manifestants. D'autres soldats se mirent alors à tirer, cette fois dans la foule elle-même" (1). Dix personnes furent tuées et il y eut de nombreux blessés. Serge Gilles, l'un des porte-parole de l'opposition a déclaré que des soldats le mirent en joue et qu'il en réchappa parce que des jeunes le couvrirent alors de leur corps. La nuit suivante, les locaux de six stations de radio sont mitraillés. Et le lendemain, le Grand quartier général de l'armée met en cause la présence de faux journalistes munis de sacs de pierres ou d'armes à feu. Il affirme également que "des individus, entraînés à Cuba et se faisant passer pour des "Boat-People" pour être rapatriés, sont actuellement sur place utilisant de l'armement débarqué clandestinement sur certains points du territoire ou dissimulé dans des sacs de riz venant de l'extérieur".

D'autre part, des voitures banalisées sèment la terreur ou pratiquent des enlèvements dans le plus pur style des escadrons de la mort duvaliéristes. Le CNG, là aussi au grand dam des diplomates étrangers, se passe même, quelquefois de cette banalisation.

DANS LES CAMPAGNES

Dans les villes de province se déroulent des événements similaires, même si certaines villes importantes du nord (Gonaïves, Cap Haïtien) participent peu aux grèves. Le 28 juillet, le couvre-feu est instauré à Jérémie.

C'est dans les campagnes que la contre-offensive mise en place par le CNG va prendre le maximum d'ampleur. Il considèrent les campagnes, où vivent les trois quarts des Haïtiens, comme étant sa base arrière. Or, elles sont particulièrement touchées par les effets de la contrebande, et elles n'échappent pas à l'exaspération générale. Une grande partie des paysans est consciente que l'on risque de revenir à une dictature ouverte, et elle rejette le CNG. S'appuyant sur les réseaux duvaliéristes, celui-ci tente de briser dans l'œuf un mouvement de contestation qui pourrait s'avérer très dangereux. Les groupements paysans, encore fragiles, sont particulièrement visés. Le journal *Haïti Progrès* cite chaque semaine des cas de villages où les anciens tontons macoutes essayent d'intimider les paysans. La campagne anti-communiste bat son plein. Facilitée par les déclarations des Eglises, elle reçoit un certain écho chez les paysans. On tente de les dresser les uns contre les autres. C'est dans ce contexte que des centaines de pay-

sans sont massacrés à Jean-Rabel.

D'autres affrontements meurtriers ont lieu (île de la Gonâve) ou sont évités de justesse (Gros Morne). Dans plusieurs localités, les installations mises en place par des associations de développement sont détruites au nom de la lutte contre le communisme.

L'action des tontons-macoutes est complétée par celle de l'armée. C'est le cas à Jean-Rabel. C'est également ce qui se passe dans la zone de Jérémie, l'une des plus mobilisées du pays. Selon le journal *Haïti-Observateur* "Bien qu'aucun arrêté gouvernemental n'ait été pris en ce sens, le département de la Grande-Anse, et même toute la région sud du pays, vit pratiquement sous le régime de l'état de siège (...) Certains militaires considérés comme des spécialistes d'actions de guérillas y ont établi leur quartier général. Les plus hautes sphères du pouvoir y ont envoyé leurs hommes de confiance". Dans plusieurs villages, les paysans ont été soumis à des interrogatoires, des menaces et des exactions diverses.

L'armée fait ici coup double. En effet, son prétexte est la recherche de Bernard Sansaricq, qu'elle accuse de vouloir monter un mouvement de guérilla. Cet homme était venu à Jérémie assister à l'instruction du procès des "Vêpres de Jérémie" de 1964 - durant lesquelles toute sa famille fut massacrée - lorsque l'armée tenta de s'emparer de lui, car il accuse le général Regala, l'un des membres du CNG d'avoir été l'un des organisateurs du massacre. Selon Monseigneur Romélus, l'évêque de Jérémie, "Tout le monde sait ce qui s'est passé en 1964 à Jérémie. 23 ans après, on veut encore recommencer".

Avec la généralisation du mot d'ordre de départ du CNG, les diverses composantes du mouvement ont dû offrir des alternatives gouvernementales. Le "groupe des 57", c'est-à-dire essentiellement le Bloc d'unité patriotique (BIP) de Serge Gilles, appuyé par le Parti socialiste français, et les organisations qui se sont regroupés dans le CONACOM au début de l'année autour du soutien au projet de Constitution, s'est trouvé bien embarrassé face à une grève qu'il ne voulait pas et à un mouvement qui le dépasse.

Le 18 juillet, les "57" proposèrent lors d'une conférence de presse que le CNG soit remplacé par un CNG-bis composé de quatre civils et d'"un militaire administrativement placé dans la hiérarchie tout de suite après les généraux Henry Namphy et Williams Regala". Quant on sait qu'une des tâches confiées à ce nouveau CNG, et donc au militaire en question, était d'"assainir et démacoutiser l'appareil d'Etat" on se dit que les personnes qui ont concocté cette "alternative" n'ont pas froid aux yeux. Et on comprend que son annonce ait provoqué des remous dans la salle, l'un des participants demandant avec des propos "et quel

est le représentant du peuple ?

Après des tractations avec une coalition concurrente, fut proposée le 13 juillet une autre "alternative" du même acabit. Elle devait être composée d'"un militaire haut gradé disposé à respecter la Constitution de 1957" (qui visiblement n'avait pas été trouvé), de Claudette Werleigh, secrétaire général de Caritas (organisation émanant du Vatican), à titre de représentante du secteur rural et féminin, de Gérard Duclercile, membre des communautés ecclésiastiques de base, de Pauris Jean-Baptiste, à titre de représentant des cultes réformés et de Maître Félix Kavanagh, vice-président de la cour de Cassation, décrit par le journal *Haïti-Observateur* comme un "compagnon de beuverie de Namphy" (2).

LES FAUSSES ALTERNATIVES

Le Parti unifié des communistes haïtiens (PUCH) dispose depuis longtemps d'une formule de gouvernement abandonnée depuis des mois au bénéfice de l'attente des élections : "des représentants des 9 départements", parfois présentés comme élus par des "comités populaires". Faute de l'existence d'un tel réseau de comités populaires, la formule reste vague, abstraite, et n'est guère mobilisatrice.

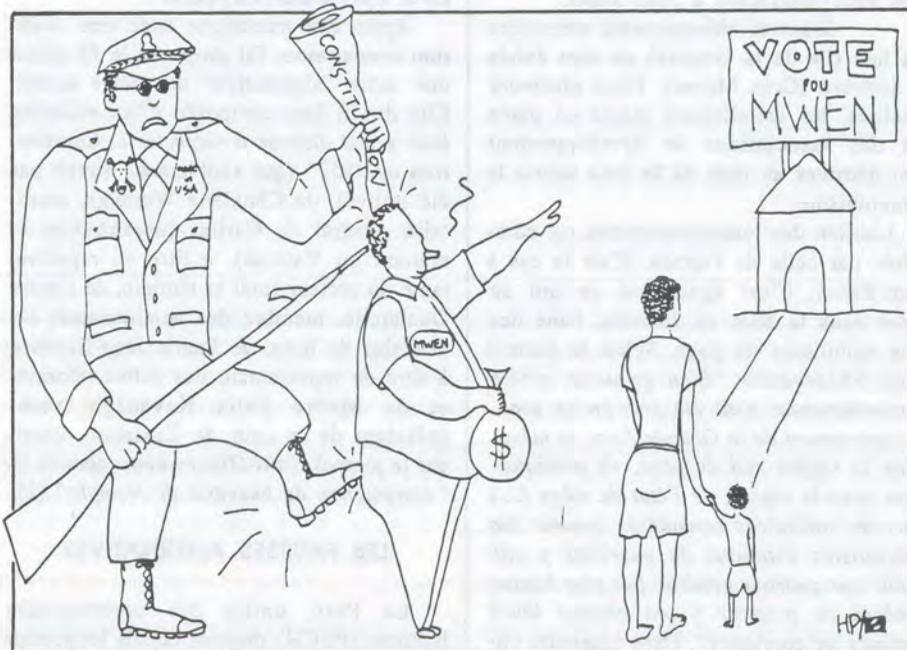
En fait, les secteurs petits-bourgeois et réformistes étaient gênés dans leurs chimères électorales quand, malgré le retrait du décret électoral du CNG, le mouvement s'est poursuivi autour de l'exigence du départ immédiat de la junte.

Jean-Louis Bajoux, l'un des dirigeants du soi-disant "comité de coordination de la grève" et des "57 organisations" déclarait alors à l'Associated Press : "Nous sommes des gens pratiques... Nous savons que nous n'avons rien à gagner à l'anarchie". Ce comité s'est efforcé de canaliser et d'accompagner un mouvement qui le poussait en avant et au nom duquel il prétendait s'exprimer. Mais il ne s'est jamais donné les moyens de bâtir réellement un mouvement capable de faire tomber le CNG et de résister à ce qui était qualifié de tentative de coup d'Etat fasciste. Ses participants comptaient plutôt pour cela sur les pressions des ambassades étrangères. Selon le journal *Miami News*, Bajoux a déclaré vouloir que les Etats-Unis remplacent le CNG par des civils et ordonnent à l'armée de regagner ses casernes "et en deux jours vous aurez la paix dans le pays" (3). Mais les ambassades étrangères ont fait la sourde oreille. Dans une conférence de presse tenue après que le CNG ait retiré son décret électoral, Richard Holwill, sous-secrétaire d'Etat américain pour les Caraïbes qualifiait de "souhait de conte de fée" la demande de l'opposition et déclarait que

(1) *The Militant*, 7 août 1987.

(2) *Haïti-Observateur*, 10-17 juillet 1987.

(3) *Miami News*, 5 août 1987.



Dessin paru dans *Haïti Progrès* : Votez pourquoi !

"toute tentative de forcer le CNG à abandonner le pouvoir sera reçue par une cessation de l'aide américaine". Les Etats-Unis et la France s'étaient donné trop de mal depuis un an pour former et équiper l'armée haïtienne pour accepter qu'elle soit affaiblie en pareille circonstance !

L'Assemblée populaire nationale, un regroupement de secteurs militants radicaux, dont la CATH, avait proposé une semaine avant les "57" une alternative qui, elle, se voulait être autre chose qu'un simple "CNG de remplacement" : la formation d'un gouvernement par Maître Gérard Gourgue, président de la Ligue haïtienne des droits de l'Homme et par le père Jean-Bertrand Aristide, véritable leader populaire qui n'hésite pas dans ses sermons à appeler à la "résistance" contre "l'impérialisme américain", les "grands nègres" (= riches), "l'armée bourgeoise qui force le peuple à vivre dans la faim". Le père Aristide a été victime le lundi 24 août d'une agression dont les auteurs, qui étaient armés de bâtons et de machettes, sont ces groupes anti-communistes que nous mentionnions plus haut. Quoique la personnalité de Gérard Gourgue puisse être sujet à caution, il s'agissait là d'une proposition qui aurait été autrement mobilisatrice.

GALERIE ELECTORALE ET PREPARATIFS CONTRE-INSURRECTIONNELS

Après les tueries de la fin juin, le Conseil électoral provisoire (qui comprend notamment des représentants des Eglises) fut tenté de rompre avec le CNG. Mais il s'est vite ravisé. Et le 14 juillet, il présente une nouvelle version de son décret électoral qui avait été refusé par le CNG. Il y fait quelques concessions de taille au CNG. Ceci dit, la première version contenait

déjà des points fort peu démocratiques. Ainsi, l'article 103 prévoyait que "ceux qui, à l'aide de fausses nouvelles, bruits calomnieux ou autres manœuvres frauduleuses auront induit en erreur les susdits votants ou déterminé les susdits électeurs à s'abstenir de voter, seront passibles d'une amende de cent à cinq cents gourdes (1 gourde = 0,20 dollar) et d'un emprisonnement de trois mois à deux ans", les peines pouvant même être doublées.

Il a fallu un mois pour que le CNG entérine la nouvelle proposition du CEP. Entretemps, les Etats-Unis avaient exercé des pressions sur le CNG, la Fédération protestante avait condamné "l'intolérance réciprocque et le refus du dialogue", la Conférence des évêques avait lancé un appel "au peuple haïtien et à tous les hommes de bonne volonté" pour que "les parties en cause acceptent de s'asseoir à la table des négociations". Le CEP avait, lui, proposé "un train de mesures capables de calmer les esprits et de redonner confiance au peuple". Enfin, Leslie Manigat, l'un des principaux candidats à l'élection présidentielle, avait demandé une "trêve" et, parlant du CNG, lancé un pitoyable "Aidons-les à se réhabiliter !". Mais peut-être est-ce le boycott du baccalauréat qui montrant combien le CNG était rejeté, y compris par la bourgeoisie, a achevé de le décider.

Cependant, il n'y a plus guère de parti politique qui se fasse des illusions sur les conditions dans lesquelles pourront se tenir les élections, du moins l'élection présidentielle, fixée au 27 novembre, la seule qui soit programmée aujourd'hui. Parlant de l'assassinat, le 2 août dernier de Louis-Eugène Athis, président du Mouvement démocratique de libération d'Haïti, Louis Déjoie, l'un des candidats, demande : "Serait-ce une conspiration planifiée pour arrêter court la campagne électorale à quatre mois seulement des élections ? D'autres leaders

politiques tomberont-ils, eux aussi, dans un autre "guet-apens" ?". Des organisations d'inspiration démocrate-chrétienne mettent en cause le contenu du décret électoral et s'interrogent sur leur participation aux élections. Quant au très bourgeois Eugène Roy, un des artisans de la Constitution, il déclare : "Nous sommes définitivement hors de la voie de la démocratie (...). Je vois trois options : junte militaire, guerre civile et une très faible chance d'accomplissement de la démocratie". En tout cas, le CNG prépare activement les deux premières options. L'hebdomadaire *Haïti Progrès* a même révélé un vaste projet de salvadorisation sous prétexte de "protection forestière" ! (4). Les documents tombés entre les mains d'*Haïti Progrès* annoncent le programme de formation des soi-disants "gardes forestiers", neuf mois d'entraînement intensif comprenant entre autres combat à l'arme blanche, combat rapproché et déplacements de population !

Gageons que l'organisme américain USAID qui a débloqué 9,6 millions de dollars pour les "travaux forestiers", serait ravi d'aider à la formation de ces nouveaux gardes forestiers !

LE RETOUR DES "MARINES"

Les événements haïtiens, et notamment la prestation télévisée des militaires lors de la manifestation du 29 juillet, ont cependant provoqué quelques remous aux Etats-Unis. Et certains sénateurs demandent une suspension de l'aide militaire apportée au CNG. Ce n'est pas l'avis de l'administration Reagan qui, elle, se prépare au pire. Des rumeurs annoncent que les Etats-Unis ont pris des contacts, y compris avec l'armée de la République dominicaine voisine, en vue d'une éventuelle intervention. Selon le journal *Le Monde*, Louis Dejoie ayant demandé à l'ambassadeur nord-américain ce que feraient les Etats-Unis "si la situation devenait intenable", celui-ci rétorqua "Nous rentrerons tous chez nous, et peut-être reviendrons-nous alors au temps de Vilbrun Guillaume". (5) Phrase ambiguë mais lourde de sens quand on sait que les "marines" débarquèrent en Haïti le 28 juillet 1915 à la suite du soulèvement de la population de Port-au-Prince et de l'assassinat du président Vilbrun Guillaume Sam et devaient y rester jusqu'en 1934. ■

27 août 1987.

(4) *Haïti Progrès*, 22-28 juillet 1987.
(5) *Le Monde*, 8 août 1987.

Accord d'Esquipulas : Déclaration du FMLN

LE SEPT AOUT dernier, les présidents Oscar Arias (Costa-Rica), José Napoleon Duarte (El Salvador), Vinicio Cerezo (Guatemala), José Azcona (Honduras) et Daniel Ortega (Nicaragua), s'accordaient sur un plan de paix pour l'Amérique centrale.

L'initiative a été accueillie fraîchement à Washington, Ronald Reagan multipliant les déclarations de soutien à la Contra nicaraguayenne dont il "n'entend pas - dit-il - léser les intérêts".

Pour sa part, Daniel Ortega a réitéré son offre de négocier une "paix juste et digne" avec les Etats-Unis, mais non avec "les salariés de la CIA".

Inprecor reviendra dans un prochain numéro sur ce plan et ses implications sur la région, et nous publions ci-dessous la déclaration du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) qui regroupe les organisations révolutionnaires armées au Salvador.

COMMANDEMENT GENERAL DU FMLN (DOCUMENT)

Suite à la réunion des présidents d'Amérique centrale qui s'est tenue récemment au Guatemala, le FMLN déclare :

1) Nous avons toujours apprécié positivement les efforts tendant à établir une paix juste et durable dans notre région.

2) L'accord signé au Guatemala constitue une victoire politique de la révolution populaire sandiniste, puisqu'il assoit sa légitimité, ce qui signifie reconnaître le droit à l'autodétermination du peuple nicaraguayen et plus justement, son droit à faire une révolution démocratique et populaire, comme le désirent nos peuples.

Reagan et ses pantins dans la région, ont essayé inutilement pendant huit ans de renverser la révolution populaire sandiniste, imposant au peuple héroïque du Nicaragua de grands sacrifices, la destruction et la mort. S'il est évident que l'accord conclu au Guatemala n'a pas la capacité réelle à lui seul de contenir l'agression mercenaire, il est une défaite politique indiscutable pour l'actuelle administration américaine et sa ligne politique arrogante et interventionniste, c'est un revers qui affaiblit ses possibilités d'obtenir du Congrès le renouvellement du financement de la Contra.

3) L'accord du Guatemala est le résultat logique du profond affaiblissement de la politique reaganienne en Amérique centrale

: le peuple du Nicaragua a imposé une défaite stratégique aux mercenaires somozistes et au Salvador, le processus révolutionnaire, dirigé par le FMLN, n'a pu être contenu, malgré les trois milliards de dollars investis dans ce but par les Etats-Unis durant sept années de guerre contre-insurrectionnelle. En conséquence, les deux principales forces alliées de Reagan dans la région, le gouvernement de Napoleon Duarte et les mercenaires somozistes ont subi une érosion radicale et n'ont plus de perspectives de survie.

C'est donc les peuples du Nicaragua et du Salvador, leurs sacrifices et leur sang, qui sont les protagonistes de cet important résultat.

4) Napoleon Duarte s'est vu obligé de signer l'accord du Guatemala par la profonde faiblesse politique et militaire de son gouvernement, le pays étant immergé dans la plus grande crise économique, politique et sociale de l'histoire nationale, dans un contexte de mécontentement populaire croissant.

Ainsi, Napoleon Duarte, au moment où sa faiblesse est la plus grande, prétend naïvement par une simple manœuvre diplomatique, isoler et défaire le FMLN, ce que n'ont pu obtenir et n'obtiendront jamais ni ses troupes, ni ses manœuvres politiques, ni l'énorme appui économique, militaire et politique des Etats-Unis.

5) Le gouvernement de Duarte n'a pas la capacité de mener à bien un véritable processus de démocratisation nationale et

a été incapable de résoudre les conflits du travail qui se déroulent, de contrôler l'armée, auteur du massacre de 60 000 compatriotes et de la violation à grande échelle des droits de l'Homme. Il a gravement porté atteinte à la souveraineté nationale. La démocratie, l'autodétermination nationale et la paix, exigent au Salvador la formation d'un gouvernement de consensus national.

6) Le FMLN est un mouvement enraciné nationalement, dont l'arrière garde se situe à l'intérieur du pays, avec un appui populaire énorme que nos ennemis eux-mêmes sont obligés de reconnaître, et avec un projet politique propre, ce qui confirme clairement l'existence d'une dualité de pouvoirs politique et militaire au Salvador. Nos forces dépendent du peuple et nous ne nous sentons ni concernés ni dépendants d'un quelconque appui extérieur.

Nous insistons sur le fait que l'essence et le pouvoir du FMLN ont leurs racines dans le soutien et l'intégration du peuple dans ses rangs parce qu'il représente les intérêts de ce dernier ; c'est là que réside la garantie de sa progression irrésistible vers la victoire, alors que la Contra nicaraguayenne n'est que l'instrument créé de l'extérieur par l'administration Reagan pour agresser le peuple et déstabiliser la révolution au Nicaragua. Son arrière-garde est au Honduras, créée, financée et administrée par le gouvernement américain contre la volonté du peuple hondurien et est incapable de survivre sans ce soutien extérieur. C'est la racine de sa faiblesse et de l'assurance d'une défaite définitive. En conséquence, il est absolument contraire à la réalité et totalement inacceptable de prétendre établir une quelconque similitude ou symétrie entre le FMLN et la Contra nicaraguayenne.

7) Les principaux facteurs du conflit centro-américain sont l'existence d'une profonde injustice sociale et l'intervention impérialiste des Etats-Unis qui ont imposé des bases mercenaires et des troupes américaines au Honduras, qui agressent directement le Nicaragua et maintient un gouvernement de marionnettes et une guerre contre-insurrectionnelle et génocide contre le peuple du Salvador. Tant que l'intervention impérialiste durera, nos peuples devront poursuivre leur lutte pour lui infliger une défaite totale, car sinon, il ne pourra y avoir de paix réelle, juste et durable.

Les efforts du peuple du Nicaragua pour défaire la Contra, la lutte du peuple salvadorien et des autres peuples frères, demeurent le facteur clé pour conquérir la paix. Ils doivent donc redoubler leur action. L'accord du Guatemala sera impuissant à obtenir la paix en Amérique centrale si l'agression et l'intervention impérialiste

ne cessent pas. L'administration Reagan est aujourd'hui sur la sellette et elle a déjà déclaré, après avoir pris connaissance de l'accord signé par les diffé-rents présidents, qu'elle continuera à appuyer le Contra, pendant que les chefs de cette dernière disaient pour leur part, qu'ils poursuivraient leur agression. C'est pourquoi tous ceux qui appuient l'accord du Guatemala ont l'obligation d'exiger du gouvernement américain qu'il cesse immédiatement son agression et son intervention en Amérique centrale. C'est là le minimum de réalisme et de conséquence morale et politique qu'exige aujourd'hui la recherche de la paix dans notre région.

Demander la paix sans arrêter l'agression et l'intervention américaine équivaut à exiger des peuples la soumission, l'humiliation et l'immolation face à l'impérialisme.

8) Le FMLN considère que l'accord du Guatemala établit un cadre général favorable à la continuité du dialogue dans notre pays. Il faut se souvenir que le dialogue entre le FDR-FMLN et le gouvernement a débuté à La Palma en octobre 1984 et s'est poursuivi à Ayualo en novembre de cette même année. Lors de ces deux réunions, on était parvenu à des accords établissant l'engagement de poursuivre le dialogue sans conditions préalables. Par la suite, ces accords furent violés et mis au rebut par Duarte. Puis, le FMLN imposa au gouvernement par ses actions une rencontre où furent adoptées des mesures efficaces, comme l'évacuation des blessés de guerre.

Plusieurs résolutions de l'Assemblée générale des Nations-Unies, du Mouvement des pays non-alignés, des déclarations de gouvernements et de forces politiques, ont reconnu et apporté leur soutien au dialogue entre le FMLN-FDR et le gouvernement salvadorien, de même qu'ils ont appelé continuellement à reprendre les conversations entre les deux parties. Le monde sait que le gouvernement de Duarte est responsable de l'interruption du dialogue.

Ce dialogue déjà entamé doit se poursuivre sur la base de ces mêmes accords qui l'établirent et lui apportèrent une reconnaissance et un appui national et international.

Sur cette base, nous réitérons notre proposition d'entreprendre immédiatement des discussions avec le gouvernement de José Napoleon Duarte, qu'elles se déroulent à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, en public ou en privé, avec un ordre du jour incluant les points suivants :- Arrêt de l'approvisionnement extérieur des deux parties ; cessez-le-feu ; négociation globale et, au moins, les 18 points pour humaniser et réduire les conséquences économiques, politiques et sociales de la guerre, mesures que nous avons proposées à la fin mai et sur lesquelles nous n'avons toujours pas de réponse officielle (1).

Nous ferons parvenir rapidement au gouvernement une proposition pour faciliter la reprise du dialogue.

9) Il est irrationnel d'invoquer l'accord du Guatemala comme le fait Duarte actuellement, pour mettre des conditions et éluder le dialogue. Cet accord vise à chercher la paix et n'est pas contradictoire avec la nécessité de la rechercher dans le cadre des caractéristiques et conditions propres à chaque pays. S'il n'en est pas ainsi, on ne pourra parvenir à aucun résultat réel.

Nous n'avons pas vu se concrétiser dans la pratique la volonté de dialogue et la bonne foi de Napoléon Duarte : il n'a donné aucune réponse aux 18 points que nous avons proposés. Bien au contraire, le bombardement des populations civiles, les disparitions, les arrestations sans mandat du juge et les assassinats se poursuivent. Il envoie les bataillons anti-émeute contre les grèves des travailleurs. Il donne l'ordre de prendre d'assaut les hôpitaux et les locaux syndicaux. Des bombes sont posées dans les locaux des organismes humanitaires. Le recrutement forcé se maintient. Les travailleurs se voient obligés de payer la guerre par les salaires de mères qui leur sont imposés ; les plus petites concessions leur sont refusées et la répression se poursuit. Il maintient et utilise un appareil judiciaire qui traque et emprisonne les travailleurs qui dénoncent la corruption ou exigent des revendications légitimes mais qui, en revanche, ne juge pas ceux qui assassinèrent Monseigneur Romero et ces militaires qui ont commis d'innombrables massacres et crimes contre le peuple.

10) Le FMLN dénonce face à l'opinion mondiale que le gouvernement de Duarte s'apprête à recevoir plus d'hélicoptères et d'avions, plus de bombes et de roquettes, plus d'armement d'infanterie et plus de millions de dollars.

Reagan a déjà promis tout cela comme il a déjà ordonné de réaliser de nouvelles manœuvres militaires des deux côtés de la frontière du Salvador avec le Honduras, auxquelles participeront des troupes américaines, honduriennes et salvadoriennes. Ainsi, Reagan fait obstacle à la recherche de la paix en Amérique centrale, poussant l'armée hondurienne à participer à la guerre contre le FMLN et manipulant le gouvernement et le haut commandement militaire du Salvador.

11) Nous appelons tout notre peuple à exiger de Duarte l'amnistie générale pour tous les prisonniers et disparus politiques et syndicaux, à exiger le respect des libertés et droits des travailleurs à s'organiser et lutter pour leurs intérêts, à exiger la fin de la répression et des assassinats, à exiger la reprise du dialogue avec le FMLN-

FDR. Nous appelons tout le peuple salvadorien à approfondir sa lutte politique, syndicale et armée, nous l'appelons à s'intégrer et à intensifier la guerre populaire révolutionnaire, tant que cette situation ne changera pas, tant qu'une solution politique amenant la paix et la souveraineté ne sera pas adoptée par la voie du dialogue et de la négociation. Nous appelons tout notre peuple et nos combattants à résister et assurer la défaite de la guerre contre-insurrectionnelle qu'impose Reagan à notre pays. Nous les appelons à avancer et ouvrir ainsi le chemin de la paix.

12) Dans le même temps, le FMLN appelle les peuples d'Amérique d'Amérique latine et du monde, les gouvernements, les forces politiques et les organismes internationaux qui désirent la paix, à comprendre la situation réelle de notre pays et exercer leur influence sur le gouvernement des Etats-Unis afin qu'il cesse sa politique d'escalade guerrière au Salvador, et sur le gouvernement de Duarte afin qu'il accepte de reprendre le processus de dialogue-négociation et d'y participer jusqu'à ce qu'on parvienne à des accords amenant une paix juste que le peuple salvadorien demande et mérite. ■

El Salvador, 11 août 1987

1) Le FMLN proposait un certain nombre de mesures devant prendre effet au 15 juillet dernier, dont la suspension des bombardements, l'arrêt du "sabotage économique" par le Front, la fin des déplacements de population, la mise en liberté de tous les dirigeants syndicaux etc.

Duarte a refusé en exigeant de la guérilla qu'elle dépose les armes comme condition préalable.

